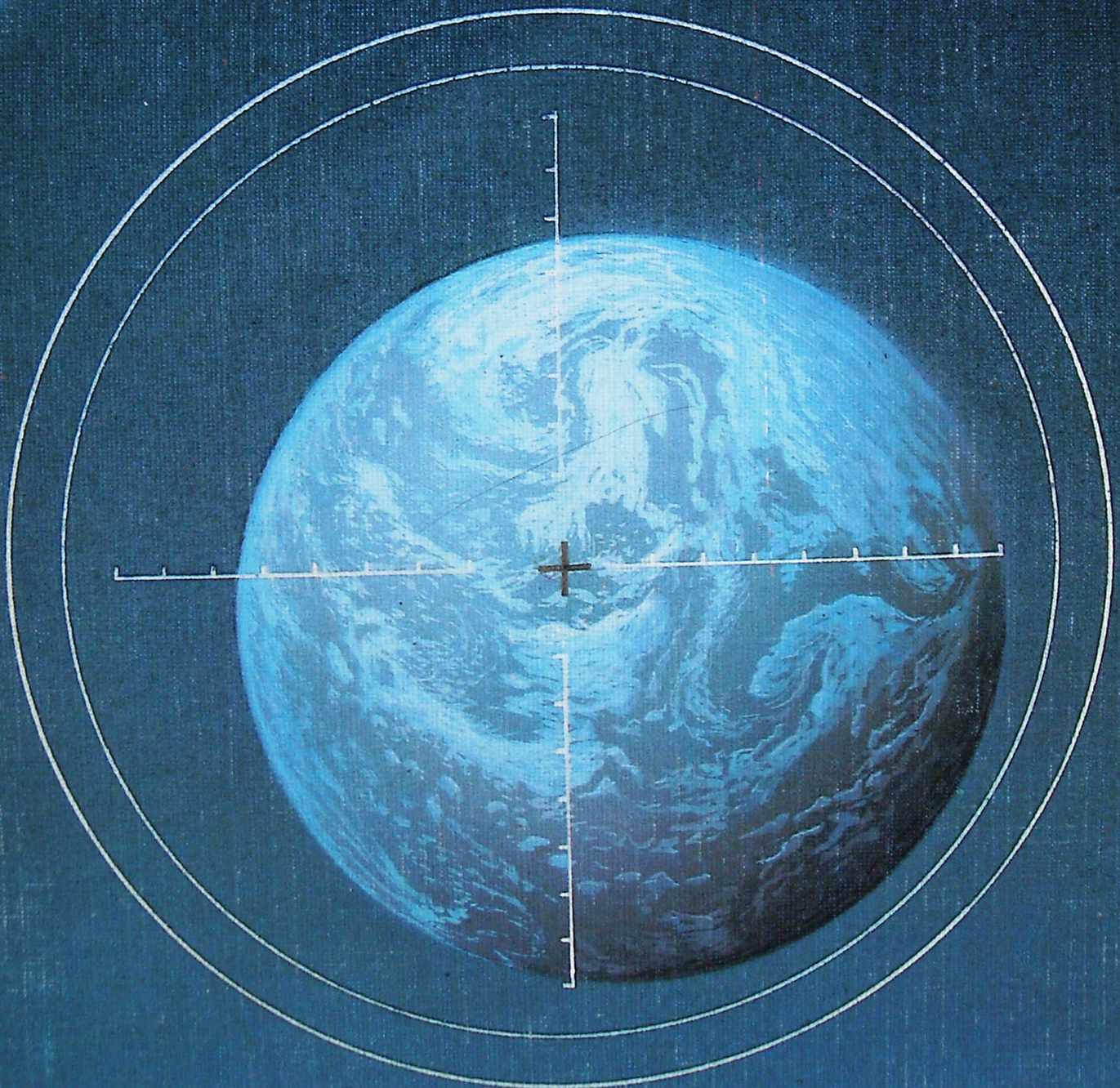
La "GUERRE des ÉTOILES"

illusions et dangers



La «GUERRE des ÉTOILES»
illusions et dangers

MOSCOU
EDITIONS MILITAIRES
1985

Traduit du russe

Titre original :

«ЗВЕЗДНЫЕ ВОЙНЫ»: ИЛЛЮЗИИ И ОПАСНОСТИ

On trouvera dans cet ouvrage des illustrations des livres et revues : *Strahlenwaffen. Militärstrategie im Umbruch.* München, 1985 ; *Nuclear Weapons Fact Book*, Christopher Campbell, 1984 ; *From Holland to Ohio, A Brief History of the General Dynamics Electric Boat Division ; Aviation Week, Österreichische Militärische Zeitschrift.*

© Воениздат и издательство «Прогресс», 1985

© Editions du Progrès, 1985,
pour la traduction française

Imprimé en Union Soviétique

0801000000

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION 5

MILITARISATION DE L'ESPACE : UNE NOUVELLE SOURCE DE MENACE MILITAIRE 8

URSS : POUR UN ESPACE SANS ARMES 11

ETATS-UNIS : L'ESPACE, VOIE VERS LA SUPRÉMATIE MILITAIRE 17

L'« INITIATIVE DE DÉFENSE STRATÉGIQUE » DES ETATS-UNIS : BOUCLIER OU GLAIVE ?. 27

SCIENCE « PURE » OU « MANHATTAN-2 » ? 35

LIQUIDATION OU ACCROISSEMENT DES ARMES NUCLÉAIRES ? 40

STABILITÉ OU VOIE VERS L'INCONNU 44

COMMENT JUGULER LA COURSE AUX ARMEMENTS 47

CONCLUSION 53

INTRODUCTION

Le monde de nos jours est complexe et agité. A l'heure actuelle, il n'est pas de tâche plus importante que d'écarter la menace nucléaire qui pèse sur l'humanité, que de juguler la course aux armements sur Terre, que d'empêcher son extension à l'Espace.

Chaque homme de bon sens comprend l'absurdité et le danger de l'accumulation continue des armements, surtout nucléaires. En effet, les stocks actuels suffiraient à détruire par plusieurs fois ce qu'il y a de vivant sur Terre. Néanmoins, Washington en aspirant à une supériorité militaire chimérique estime et prétend ouvertement que les Etats-Unis sont insuffisamment armés. Et de mettre sans cesse en service de nouveaux systèmes d'armes nucléaires et conventionnelles. Des sommes colossales y sont consacrées. Dans quel but ? Uniquement, semble-t-il, pour obtenir une destruction « garantie » des autres et de soi-même.

La science et la technique contemporaines ouvrent la possibilité de créer de nouvelles armes aussi dangereuses que l'arme nucléaire, mais basées sur d'autres principes physiques et installées dans l'Espace : armes à laser, à faisceaux de particules, à fréquence ultra-haute, à faisceaux dirigés de radiofréquences, etc. A l'heure actuelle, il est difficile, même théoriquement, d'évaluer les conséquences meurtrières de leur utilisation. Pourtant, les Etats-Unis misent principalement sur de telles armes pour réaliser leur fameuse « initiative de défense stratégique ».

Le monde se trouve actuellement à un carrefour dangereux. Les plans de militarisation de l'Espace élaborés à Washington menacent de plus en plus la sécurité des peuples, engendrent une situation de crise dans les relations internationales. Si l'on ne parvient pas à les déjouer, la course aux armements entrera dans une phase qualitativement nouvelle : dans le domaine des armements, on verra apparaître des processus incontrôlables et s'ag-

graver brusquement le risque d'une guerre nucléaire. L'évolution de la situation internationale pose impérieusement la question: est-il pensable d'aller plus loin? N'est-il pas temps que les hauts responsables politiques s'arrêtent, réfléchissent et renoncent aux décisions susceptibles de pousser le monde à une catastrophe nucléaire?

Le bon sens suggère que la seule issue de cette situation est de geler de part et d'autre les arsenaux nucléaires, de renoncer à créer une arme spatiale de frappe et de passer sans tarder, sur cette base, à la réduction des arsenaux existants.

A cet égard, les peuples épris de paix placent leurs espoirs dans les négociations soviéto-américaines à Genève sur les armements nucléaires et spatiaux. Conformément à l'accord obtenu le 8 janvier 1985 par A. Gromyko, membre du Bureau politique du CC du PCUS, premier vice-président du Conseil des Ministres de l'URSS, ministre des Affaires étrangères de l'URSS, et G. Shultz, secrétaire d'Etat américain, l'objet de ces négociations tient dans un ensemble de questions concernant les armements nucléaires et spatiaux — à la fois stratégiques et de portée intermédiaire — toutes ces questions étant examinées et résolues compte tenu de leur interdépendance.

Il est d'une importance fondamentale que l'objectif des négociations, comme le stipule le communiqué conjoint soviéto-américain, consistera à réaliser des accords effectifs destinés à prévenir une course aux armements dans l'Espace et à mettre fin à cette course sur Terre, à limiter et à réduire les armements nucléaires et à renforcer la stabilité stratégique. En définitive, cela devrait aboutir à l'élimination totale des armes nucléaires où que ce soit.

Il est évident que les progrès des négociations de Genève et leur efficacité dépendent, en premier lieu, de la volonté des deux parties de s'en tenir strictement à tous les aspects de cet accord sur l'objet et l'objectif des négociations. Quant à l'Union Soviétique, elle a fait et fera tout ce qui dépend d'elle pour appliquer cet accord.

Pour l'instant, hélas, on ne peut pas en dire autant de la position de l'administration des Etats-Unis. Dans leurs interventions publiques, ses représentants tentent de contourner ou de dénaturer l'élément central de l'accord de janvier: examiner et résoudre lors des négociations toutes les questions dans leur ensemble, dans leur

interdépendance. Ils avouent que les plans américains en matière d'utilisation militaire de l'Espace seront mis en œuvre indépendamment des résultats des négociations à Genève. «J'exclue la possibilité de renoncer à la défense stratégique tant au stade de recherches qu'à celui de déploiement», a déclaré C. Weinberger, secrétaire à la Défense. D'où la seule conclusion possible: Washington ne compte que sur la création et le déploiement d'une nouvelle classe d'armements, les moyens spatiaux de frappe, tout en continuant à accroître massivement et à perfectionner le potentiel nucléaire offensif. Les forces stratégiques américaines sont dotées de systèmes d'armes qualitativement nouveaux, utilisant la technologie Stealth, possédant une haute précision et les têtes de combat nucléaires manœuvrantes indépendamment guidées, capables d'attaquer discrètement leurs cibles. Avec les missiles Pershing-2 et les missiles de croisière — échelons avancés des forces nucléaires américaines — ces systemès sont les composantes du potentiel militaire destiné manifestement à porter la première frappe «désarmante».

Pour justifier leur politique de militarisation de l'Espace, les leaders des Etats-Unis tentent de tricher en présentant leurs plans de «guerre des étoiles» comme «défensifs», «humains», etc., en accusant de façon calomnieuse l'Union Soviétique d'avoir mené depuis longtemps la militarisation de l'Espace, ce qui obligerait les Etats-Unis à «rattraper» l'URSS.

Toutes ces élucubrations ne supportent aucune confrontation avec les faits. La présente brochure révèle les véritables objectifs des plans de «guerre des étoiles» étudiés par les Etats-Unis, le fond de la démarche de l'URSS et des Etats-Unis à l'égard du problème de l'utilisation de l'Espace. Elle contient également une analyse des conséquences fatales qu'implique pour tous les peuples du monde la réalisation de l'«initiative de défense stratégique» du président des Etats-Unis, qui s'opère sur fond d'accroissement continu des armements stratégiques offensifs américains. Nous exposons également le programme soviétique de mesures à prendre pour prévenir une course aux armements dans l'Espace et l'arrêter sur Terre.

MILITARISATION DE L'ESPACE : UNE NOUVELLE SOURCE DE MENACE MILITAIRE

Y a-t-il aujourd'hui des armes dans l'Espace ?

Les officiels à Washington et, à leur suite, les grands moyens d'information américains répondent par l'affirmative. Ils prétendent que la militarisation de l'Espace a commencé depuis longtemps, avec l'apparition de satellites à différentes missions militaires, et que, depuis, l'URSS et les Etats-Unis rivalisent dans la course aux armements dans l'Espace. Et d'affirmer qu'il n'y a donc rien de qualitativement nouveau à cet égard.

En réalité, aujourd'hui ni l'URSS ni les Etats-Unis ne disposent d'armes dans l'Espace. Les satellites de communication, de navigation, d'alerte antimisilles, etc., utilisés par les deux parties, ne constituent pas une arme au sens propre de ce mot : ils ne créent une menace d'attaque directe ni dans l'Espace ni à partir de l'Espace ; ils ne « tirent » pas et sont incapables de tuer. Qui plus est, ces systèmes de satellites contribuent à maintenir la stabilité stratégique, privant, en particulier, la partie adverse de la possibilité de porter par surprise un coup nucléaire désarmant. Donc, la présence de satellites à vocation militaire ne permet pas encore d'affirmer que l'Espace est déjà militarisé.

Une étape dangereuse pour l'humanité pourra s'ouvrir si l'on déploie dans l'Espace des moyens de frappe destinés à détruire des objectifs dans l'Espace ou sur Terre à partir de l'Espace, si l'on installe sur Terre des armements destinés à détruire des objectifs spatiaux. Cela signifierait le début d'une course aux armements spatiaux.

Cette menace existe-t-elle ?

Oui, elle existe. Elle tient au fait que les Etats-Unis recherchent obstinément des possibilités et élaborent des plans visant à utiliser l'Espace pour s'assurer une supériorité militaire décisive sur l'URSS. Objectif que poursuit précisément la prétendue « initiative de défense stratégique » (IDS). Sous le couvert de l'étiquette « défensive », elle vise en fait à créer une nouvelle classe d'armes —

arme spatiale de frappe possédant des caractéristiques qui n'appartiennent qu'à elle seule. Par son rayon d'action, cette arme est globale : basée en orbites circumterrestres et dotée d'un système de manœuvre, elle est capable de surgir au-dessus du territoire de n'importe quel Etat et de menacer réellement sa sécurité, pratiquement à tout instant. Cette arme peut avoir pour cible des objectifs dans l'Espace, dans l'atmosphère et sur la surface de la Terre. L'arme spatiale, qui repose sur de nouveaux principes physiques (à laser, à faisceaux de particules) sera hautement opérationnelle, et son action sera presque instantanée. En fait elle est prévue pour un emploi automatique excluant la participation de l'homme. Et c'est là que réside son danger particulier. Alors que les systèmes d'armes existant laissent encore un certain temps pour évaluer la situation, empêcher l'irréparable, la guerre avec emploi de moyens (systèmes) spatiaux de frappe pourrait éclater instantanément.

Rien n'est plus faux que les affirmations de propagande répandues en Occident selon lesquelles l'« initiative de défense stratégique » pourrait servir de garant à la sécurité des Etats-Unis et du monde dans son ensemble. La science a prouvé irréfutablement que, dans une guerre nucléaire, il ne peut exister de moyens défensifs absolus, car il est pratiquement impossible de les créer. Cette thèse est confirmée par les représentants compétents des académies des Sciences de différents pays du monde, en particulier de l'Académie nationale des Sciences des Etats-Unis, de la Société royale de la Grande-Bretagne, de l'Académie des Sciences de la France, de l'Académie des Sciences de l'URSS.

La réalisation des plans de militarisation de l'Espace n'assurera pas la sécurité des Etats-Unis, ne les fera pas plus forts. Car l'autre partie ne restera pas les mains croisées. On verra apparaître, en réponse, des moyens de lutte adéquats ; l'escalade de la course aux armements s'amorcera dans toutes les directions.

Les armements spatiaux ne peuvent renforcer la sécurité internationale. Au contraire, leur apparition aggravera le risque d'une guerre nucléaire, accentuera l'éventualité de son déclenchement accidentel. L'opinion mondiale connaît de nombreux incidents imputables à l'arme nucléaire américaine, ainsi que des cas de fausses alertes

provoquées par des défaillances dans les systèmes de commande. Dans un contexte où l'Espace sera saturé d'armes de frappe, de telles erreurs pourront conduire à une catastrophe universelle.

N'est-il pas plus raisonnable, pour éviter cette catastrophe, de s'entendre préalablement pour interdire la création (y compris les travaux de recherche), les essais et le déploiement des armements spatiaux de frappe ?

L'Espace restera-t-il ou non pacifique ? Cette question brûlante se pose désormais dans toute son acuité à l'humanité. Elle n'est pas imputable à l'URSS. C'est l'administration de la Maison-Blanche qui l'a inscrite à l'ordre du jour de la politique mondiale, en procédant à la mise au point d'armements spatiaux de frappe à vocation purement offensive.

La réalisation du programme de « guerre des étoiles » entraînera inévitablement l'apparition de l'arme spatiale. Cela signifiera que l'humanité, dans la course aux armements, franchira une limite dangereuse d'un non-retour éventuel. D'où l'importance primordiale de la question de savoir si l'on parviendra, oui ou non, à empêcher le déploiement des armements spatiaux de frappe, à éviter la course aux armements dans l'Espace. De son règlement dépend l'évolution ultérieure de la situation militaro-politique dans le monde.

URSS : POUR UN ESPACE SANS ARMES

Dès les premiers jours de l'ère cosmique, l'Union Soviétique agit avec esprit de suite pour que l'Espace soit utilisé exclusivement à des fins pacifiques.

Peu après le lancement du premier satellite artificiel de la Terre (octobre 1957), l'Union Soviétique proposa, dans son mémorandum sur les questions du désarmement du 15 mai 1958, d'interdire sans exception toutes les formes d'utilisation militaire de l'Espace. Mais l'initiative soviétique ne fut pas soutenue par les Etats-Unis ni par leurs alliés, intéressés manifestement à garder les mains libres dans l'utilisation militaire de l'Espace. Néanmoins, par la suite les efforts opiniâtres de l'URSS et de certains autres Etats conduisirent à la conclusion d'accords internationaux barrant la voie à certaines orientations dans la militarisation de l'Espace.

Les plus importants de ces accords sont : le Traité de 1967 sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'Espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes ; le Traité soviéto-américain sur la limitation des systèmes de défense antimissiles de 1972 (Traité de DAM).

Le premier traité oblige les Etats à ne pas mettre en orbite circumterrestre les objets porteurs d'armes nucléaires ou de tout autre type d'arme d'extermination massive, à ne placer cette arme sur les corps célestes et à ne pas l'installer dans l'Espace par tout autre procédé, le second leur interdit de déployer les systèmes de défense antimissiles du territoire de leur pays, de jeter les bases d'un tel système et de mettre au point des systèmes ou des composantes de DAM dans l'Espace. Cependant, les accords actuellement en vigueur ne ferment pas toutes les portes à l'extension de la course aux armements à l'Espace.

En tenant compte de cela, l'Union Soviétique proposa de conclure un traité portant sur l'interdiction de déployer tous types d'armes dans l'Espace et proposa à l'ONU en

1981 un projet dans cet esprit. En 1983, l'URSS appela à faire un pas de plus en s'entendant sur l'entière interdiction du recours à la force militaire tant dans l'Espace qu'à partir de l'Espace contre la Terre. Elle présenta à l'examen de la 38e session de l'Assemblée Générale de l'ONU (1983) un projet de traité correspondant, dans lequel les engagements politico-juridiques des Etats de renoncer à l'emploi mutuel de la force dans l'Espace et à partir de l'Espace s'associaient organiquement à des mesures d'ordre matériel visant à prévenir la militarisation de l'Espace. Le projet prévoit l'interdiction totale des essais et du déploiement dans l'Espace de toutes armes spatiales destinées à atteindre des objectifs sur Terre, dans l'espace atmosphérique et cosmique. L'URSS avança une solution radicale au problème de l'arme antisatellites: renoncer à la création de nouveaux systèmes et liquider les systèmes déjà existants, interdire les essais et l'utilisation à des fins militaires des vaisseaux spatiaux pilotés.

Simultanément, le gouvernement soviétique adopta une décision d'une importance exceptionnelle: l'URSS s'engageait unilatéralement à ne pas déployer la première d'armes antisatellites dans l'Espace tant que les autres Etats, dont les Etats-Unis, s'abstiendraient de le faire. Les Etats-Unis rejetèrent ces initiatives pacifiques soviétiques.

Malgré cela, le gouvernement soviétique, aspirant à endiguer la course aux armements dans l'Espace, proposa le 29 juin 1984 au gouvernement des Etats-Unis d'entamer le 18 septembre 1984 des négociations soviéto-américaines en vue de prévenir la militarisation de l'Espace. L'URSS préconise l'interdiction du lancement et du déploiement dans l'Espace, à bord de systèmes pilotés ou non, d'armes de tout type: conventionnelles, nucléaires, à laser, à faisceaux de particules, etc. Aucune de ces armes ne doit être créée, testée ou déployée ni pour la défense antimissiles, ni à titre de systèmes antisatellites, ni contre des cibles sur Terre ou dans l'atmosphère. Les moyens de ce type déjà existants doivent être détruits.

Une telle approche interdisant et liquidant toute une classe d'armements—les moyens spatiaux de frappe—permet de garantir un contrôle sûr du respect des engagements pris, en premier lieu par des moyens techniques nationaux. Il serait possible, dans des cas

ambigus, de procéder à un échange d'informations et à des consultations mutuelles. Il serait également possible de trouver, si besoin est, d'autres formes de contrôle.

Afin de créer des conditions propices à une entente et à la mise en œuvre des mesures pratiques de prévention de la course aux armements spatiaux, l'Union Soviétique proposa également d'établir, sur une base réciproque et à compter de la date d'ouverture des négociations, un moratoire sur les essais et le déploiement des armements spatiaux de frappe.

Si les propositions soviétiques avaient été acceptées par les Etats-Unis et si les négociations s'étaient engagées le 18 septembre 1984, un progrès substantiel aurait dès lors été atteint dans la réduction du danger militaire. *Premièrement*, dès le début des négociations le moratoire mutuel sur les essais et le déploiement des armes spatiales aurait été en vigueur. Ce fait aurait représenté en soi un pas important témoignant de l'attachement des deux parties à la consolidation de la stabilité stratégique et au relâchement de la menace militaire. *Deuxièmement*, les parties auraient procédé à l'élaboration d'un accord sur l'entière interdiction de toute une classe de moyens spatiaux de frappe. Cet accord aurait permis finalement d'éviter que l'Espace ne se transforme en arène de rivalité militaire, d'en faire un domaine de coopération pacifique des Etats indépendamment de leur régime social.

Malheureusement, la position prise par Washington ne permit pas d'exploiter toutes les possibilités offertes par la proposition soviétique. Les Etats-Unis firent tout pour que les négociations sur la prévention de la militarisation de l'Espace proposées en 1984 par l'URSS, n'aient pas lieu.

En 1984, l'URSS prit encore une initiative de poids en proposant d'inscrire à l'ordre du jour de la 39e session de l'Assemblée Générale de l'ONU une question importante et urgente: « Sur l'utilisation de l'Espace exclusivement à des fins pacifiques, pour le bien de l'humanité ». La session de l'Assemblée Générale de l'ONU adopta à une majorité absolue des voix (150 Etats votèrent pour) une résolution sur la prévention de la course aux armements dans l'Espace, traduisant la principale tendance et l'essence de la démarche soviétique. Les Etats-Unis furent seuls à s'abstenir.

En mars 1985, l'URSS et les Etats-Unis engagèrent de nouvelles négociations sur les armements nucléaires et spatiaux. Conformément à la déclaration soviéto-américaine, adoptée le 8 janvier 1985 à Genève, ces négociations portèrent sur un ensemble de questions concernant les armes nucléaires et spatiales — à la fois stratégiques et de portée intermédiaire —, toutes ces questions étant examinées et résolues compte tenu de leur interdépendance. Il est à noter tout spécialement que l'objectif des négociations est de prévenir une course aux armements dans l'Espace. Dans ce cas, il deviendra possible de mettre fin à cette course sur Terre, de réduire radicalement les armes nucléaires. Seule la somme de ces mesures pourrait renforcer véritablement la stabilité stratégique, permettre par la suite d'éliminer totalement et où que ce soit l'arme nucléaire.

L'accord de janvier 1985 c'est le fondement des négociations de Genève sur les armes nucléaires et spatiales, c'est le seul point de départ, capable d'assurer leur succès. Il doit donc être observé rigoureusement et dans tous ses aspects.

La partie soviétique agit précisément dans cet esprit, en confirmant son approche par des propositions concrètes. Sur la question clé des négociations — les armements spatiaux — l'URSS se prononce pour une entente interdisant l'élaboration (y compris les travaux de recherche), les essais et le déploiement des moyens spatiaux de frappe. Simultanément, les moyens antisatellites que les Etats-Unis et l'URSS possèdent déjà mais dont les essais ne sont pas encore terminés devraient être détruits.

Dès lors qu'on s'asseoit à la table des négociations en vue de réduire les armements, estime l'Union Soviétique, le moins qu'on puisse faire est de ne pas les accroître. Voilà pourquoi l'URSS propose que les deux parties proclament, pour toute la période des négociations, un moratoire sur l'élaboration (y compris les travaux de recherche), les essais et le déploiement des armements spatiaux de frappe, qu'elles gèlent leurs armements stratégiques offensifs. Simultanément, il faudrait arrêter le déploiement des missiles américains de portée moyenne en Europe, et en retour, l'extension des contre-mesures soviétiques. Confirmant sa sincérité et sa bonne volonté, l'Union Soviétique cessa unilatéralement, du 7 avril à

novembre 1985, le déploiement de ses missiles de portée moyenne, stoppa l'application d'autres contre-mesures en Europe. Donc, l'URSS démontra une nouvelle fois qu'elle était prête à refréner réellement, et non pas en paroles, la course aux armements.

L'Union Soviétique s'en tient à une approche radicale de la solution des questions à l'ordre du jour à Genève. Elle se prononce pour la nécessité d'interdire toute la classe des armements spatiaux de frappe, d'empêcher leur conception, qu'il s'agisse de l'élaboration des moyens correspondants (travaux de recherche compris) ou de leurs essais. Les moyens de ce type déjà existants doivent être détruits pour que les deux parties soient dans l'impossibilité de créer et de développer les armements spatiaux de frappe tant aujourd'hui qu'à l'avenir. « L'Espace, cet apanage commun de l'humanité, indique M. Gorbatchev, Secrétaire général du CC du PCUS, ne doit pas être le théâtre d'une rivalité militaire. Sans militarisation de l'Espace, il deviendra possible de réduire substantiellement tant les armements nucléaires stratégiques que les armes nucléaires de portée moyenne en Europe. » Ainsi, la voie vers la réduction radicale des armements nucléaires, et, finalement, vers leur liquidation passe par l'interdiction totale de la création et du déploiement des armements spatiaux de frappe.

Les négociations soviéto-américaines à Genève offrent la possibilité de sauver l'humanité de l'escalade ultérieure de la course aux armements. On ne doit pas laisser passer cette chance. Cependant, une question s'impose en toute logique : Quelle est la position actuelle des Etats-Unis ? Car pour assurer le succès des négociations, la bonne volonté d'une seule des parties ne suffit pas.

Sur la question centrale et prioritaire — celle de la prévention de la course aux armements dans l'Espace — la partie américaine agit à ces négociations comme si la question des armements spatiaux ne figurait pas du tout à l'ordre du jour. En public comme aux négociations, les délégués américains déclarent sans ambages que les Etats-Unis ont l'intention de poursuivre, quelles que soient les circonstances, leurs programmes de « guerre des étoiles », programmes de création de moyens spatiaux de frappe.

Mais comment empêcher, en ce cas, la course aux

armements dans l'Espace? Selon les Etats-Unis, il suffit pour cela de s'entendre sur ses « règles », c'est-à-dire sur les types des moyens spatiaux de frappe, sur leur quantité et les délais de leur déploiement, pour endiguer la course aux armements. De toute évidence, les paroles suivantes du président Reagan restent toujours en vigueur : « On ne peut discuter, si une telle discussion a lieu, que du type des armes dont nous avons besoin et non de la nécessité d'y renoncer en vertu de certains traités et accords. »

Cette position de Washington n'est rien autre qu'un sabotage ouvert de la prévention de la course aux armements dans l'Espace, qu'une tentative de légaliser à tout prix la prétendue « initiative de défense stratégique », qui n'est autre chose qu'un programme de militarisation accélérée de l'Espace. Or ce prix pourrait être non seulement l'échec des négociations de Genève, mais aussi le risque de compromettre la perspective même d'arrêter la course aux armements.

ETATS-UNIS : L'ESPACE, VOIE VERS LA SUPRÉMATIE MILITAIRE

L'administration Reagan, ses représentants l'ont proclamé plus d'une fois, est fermement décidée à procéder à la militarisation de l'Espace. La Maison-Blanche part du fait que l'Espace serait une « position absolue » dont la conquête militaire ouvrirait, nous dit-on, la voie de la suprématie sur Terre.

Pourquoi ce choix ? Principalement, parce que les Etats-Unis espèrent que la mise au point des armements spatiaux de frappe leur assurera une suprématie militaire décisive sur l'Union Soviétique, sur le Traité de Varsovie. Le fait est que la course aux armements nucléaires déclenchée par les Etats-Unis ne leur a pas assuré les avantages escomptés, et aucun des systèmes d'armements stratégiques offensifs adoptés par les Etats-Unis ne leur a donné de suprématie militaire. A toutes leurs démarches visant à accroître ces armements, l'URSS a toujours répliqué de façon adéquate.

La politique militaire des Etats-Unis tourne depuis longtemps dans un cercle vicieux. La course aux armements ne consolide ni la sécurité des Etats-Unis eux-mêmes ni celle de leurs alliés. Gagner la guerre nucléaire est une visée insensée vu un châtiment nucléaire inéluctable.

Dans cette situation, comment ne pas conclure à la nécessité de renoncer à la poursuite de l'extension des arsenaux nucléaires, de parvenir à une entente sur leur réduction jusqu'à leur liquidation totale. Quant à l'URSS, elle s'en tient fermement à cette politique, depuis 1946. Ni rivalité militaire, ni politique des « positions de force », mais coopération pacifique des Etats — telle doit être à notre époque la voie magistrale du développement des relations entre Etats.

Cependant les milieux militaristes des Etats-Unis ont une vision différente des choses, une logique différente. Ainsi, l'Espace devient le nouveau domaine où

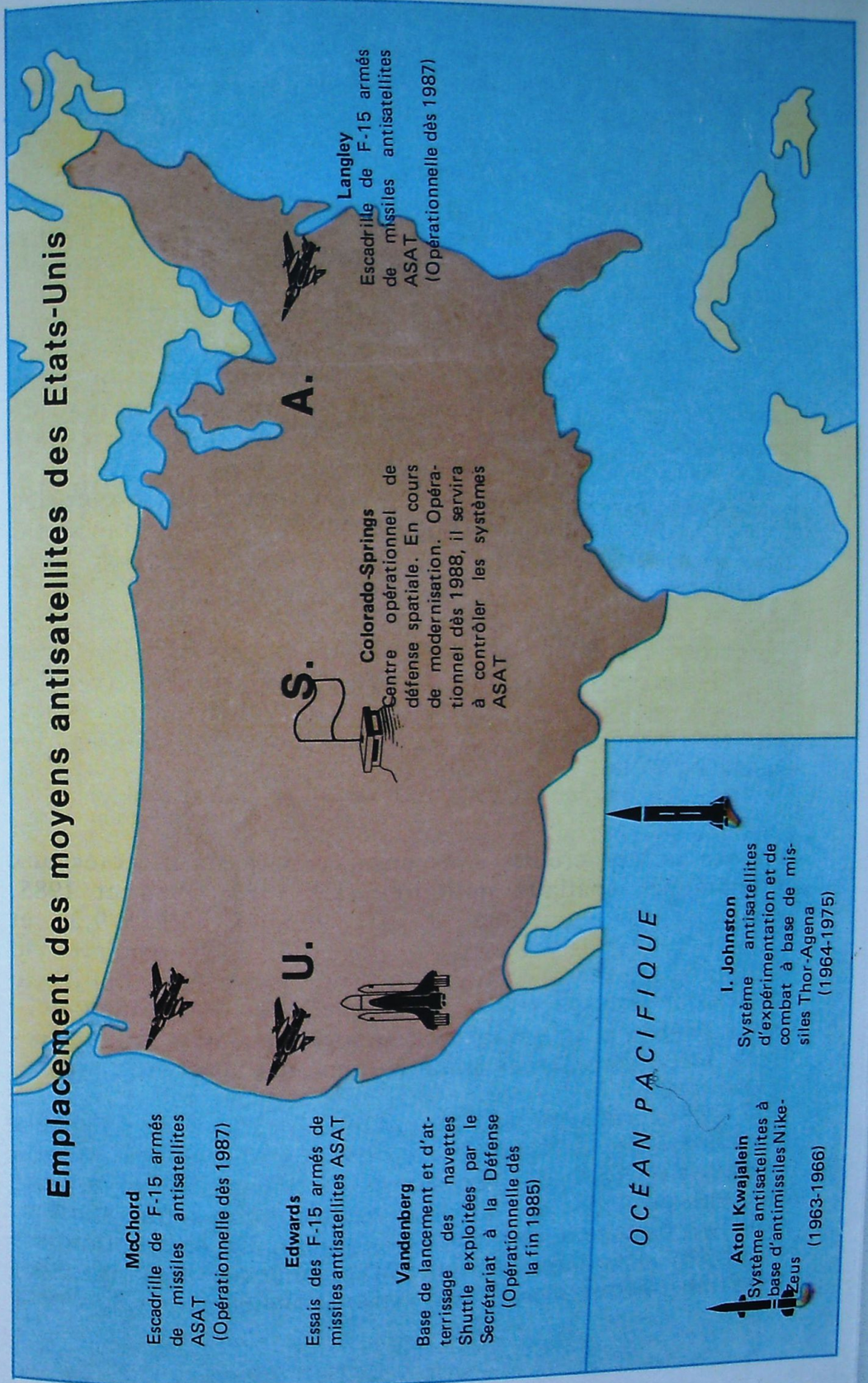
Washington entend s'assurer une suprématie militaire. On compte devancer l'Union Soviétique dans la création de l'arme spatiale de frappe qui, selon les convictions des stratèges américains, devrait, paraît-il, « dévaluer » le potentiel défensif soviétique.

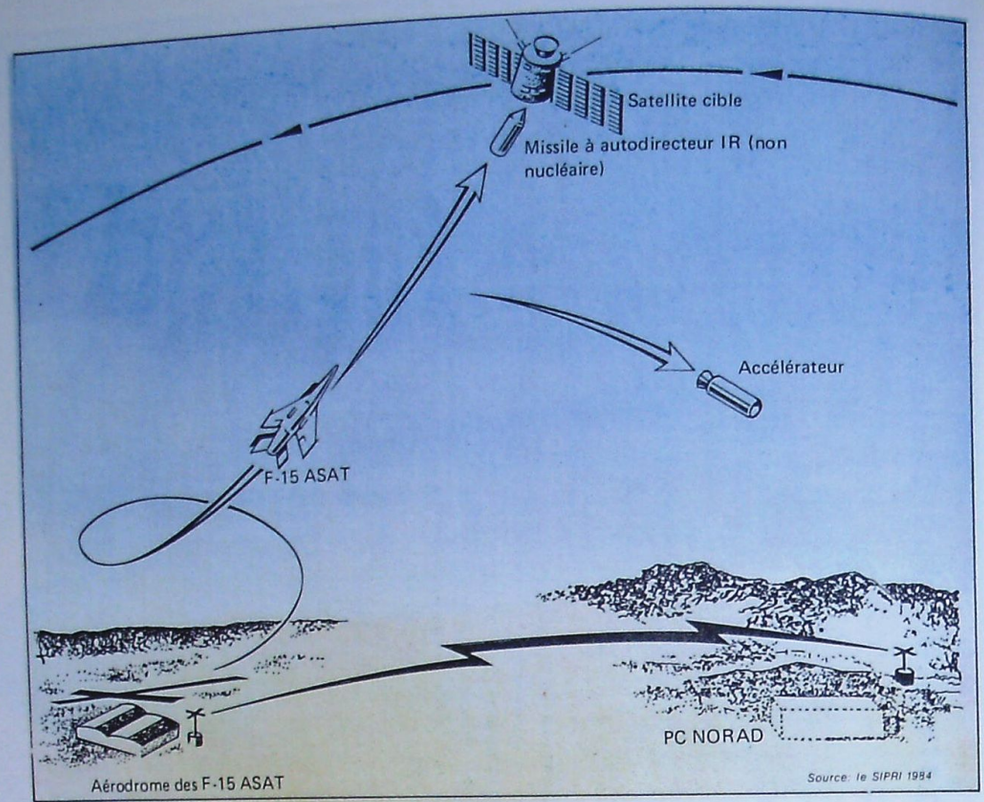
Les Etats-Unis ont depuis longtemps préconisé la militarisation de l'Espace. Dès le début de l'ère cosmique, ils ont considéré l'espace circumterrestre comme la tête de pont des guerres d'agression. Cela s'est confirmé, notamment, avec les documents du Pentagone récemment rendus publics dont il ressort que les Etats-Unis avaient procédé à la mise au point d'une doctrine concernant l'emploi d'une arme antisatellites dès 1956. En 1959, le premier plan de création du système antisatellites SAINT fut déjà présenté au secrétaire américain à la Défense.

Les Etats-Unis furent le premier pays à essayer, en octobre 1959, leur arme antisatellites : un missile lancé par un bombardier B-47 intercepta le satellite Explorer-6. Dans les années 60, les Etats-Unis furent les premiers à créer, dans les îles du Pacifique, deux systèmes antisatellites terrestres : en 1963, sur l'atoll Kwajalein, à base d'antimissiles Nike-Zeus et en 1964, sur l'île Johnston, avec les missiles modifiés Thor-Agena. On procédait à de nombreux lancements de missiles pour intercepter des satellites cibles.

Ces dernières années, les Etats-Unis ont opéré un brusque virage vers la militarisation de l'Espace, ce dont témoignent les crédits sans cesse croissants affectés aux programmes spatiaux militaires. En 1983, 1984 et 1985, ceux-ci ont constitué respectivement 8,5, 9,3 et 12,9 milliards de dollars. Il est prévu d'augmenter le budget militaro-spatial qui pourra atteindre 20 milliards de dollars vers 1988.

L'accent principal est porté sur l'élaboration d'armements spatiaux de frappe, en premier lieu de moyens antisatellites et antimissiles basés dans l'Espace. En particulier, on effectue des essais d'envergure du système d'armes antisatellites ASAT à base de chasseur F-15. Les programmes d'utilisation des vaisseaux spatiaux Shuttle accusent de plus en plus clairement leur couleur militaire. On crée, pour les doter, divers moyens de destruction des objectifs spatiaux. On prevoit d'utiliser des navettes spatiales pour essayer des types d'armes qualitativement





SYSTÈME D'ARMES ANTISATELLITES ASAT

Destiné à détruire les satellites artificiels mis sur orbite, pouvant aller jusqu'à 1 000 km. Le système d'armes comprend un chasseur *F-15* et un missile à deux étages (poids au départ: environ une tonne), porteur d'un intercepteur à autoguidage infrarouge. Le départ de l'avion, pour lancer le missile, s'opère sur les commandes provenant du Centre opérationnel de défense spatiale du NORAD. Le missile est lancé à une altitude d'environ 15 km vers un domaine calculé de l'Espace ; intervient ensuite l'autoguidage de l'intercepteur qui détruit la cible par un impact direct. En 1984 deux essais en vol du système ont eu lieu. Son déploiement est prévu pour 1987. Il y aura deux escadrilles de *F-15* (au moins 36 avions).

nouveaux. On élabore, sur commande du Pentagone, divers projets d'appareils spatiaux pilotés ou non, lancés de la Terre, à partir de plate-formes spatiales ou de gros avions cargos.

Le gouvernement des Etats-Unis approuva en 1984 un programme de la National Aeronautics and Space Administration (NASA) de 11 milliards de dollars, prévoyant la création, au début de la prochaine décennie, d'une station orbitale permanente à vocation militaire. De telles stations abriteront les moyens de surveillance globale et de direction opérationnelle des forces armées.

LE VAISSEAU SPATIAL PILOTÉ *SHUTTLE* met en orbite des satellites artificiels. Poids du vaisseau : jusqu'à 80 t ; charge utile : jusqu'à 30 t ; altitude opérationnelle : jusqu'à 600 km. Peut être largement utilisé pour essayer et implanter dans l'Espace divers types d'armes, dont des éléments spatiaux du système DAM, ainsi que pour la reconnaissance et la destruction de cibles spatiales.

La proclamation du programme de « guerre des étoiles » — que le président Reagan annonça le 23 mars 1983, — impulsa une préparation ouverte et intense à une guerre de l'Espace. Le 6 janvier 1984, la directive n° 119 (« L'initiative du président en matière de défense stratégique ») fit de la militarisation de l'Espace la tâche primordiale de la politique nationale des Etats-Unis jusqu'à l'horizon 2000.

Comment se présente cette « défense stratégique » ? Selon les affirmations de ses auteurs, elle a pour but de créer un « bouclier spatial antimissiles » capable, de protéger le territoire des Etats-Unis contre les ICBM de l'adversaire, en les détruisant en diverses phases de leur trajectoire. Ce « bouclier » peut comprendre trois échelons, voir même plus, de défense antimissiles dans l'Espace et sur Terre.

L'élément principal de l'ensemble du système à déployer sera constitué de moyens spatiaux de frappe, faisant appel à de nouveaux principes physiques : armes à rayons de divers types, accélérateurs de particules élémentaires, canons électromagnétiques, antimissiles. Le déploiement massif échelonné de tels moyens basés dans l'Espace, dans l'atmosphère et au sol devrait, selon les stratèges du Pentagone, garantir la destruction assurée des missiles de l'adversaire.

Le rôle principal dans ce système est réservé au premier échelon spatial dont les moyens, selon les auteurs de ce plan, détruiront les cibles les plus diverses : par exemple les ICBM, utilisés en cas de riposte adverse, directement au-dessus du territoire de l'URSS, dans la phase initiale, celle d'accélération, de leur trajectoire, H allant jusqu'à 500 km, c'est-à-dire avant l'espacement des têtes de combat. On prévoit d'employer dans le premier échelon les armes à énergie dirigée : lasers chimiques et lasers à rayons X, accélérateurs de particules (arme à faisceaux de particules). Ces armes seront installées sur des centaines de stations (plate-formes) spatiales, dotées d'un système optique de focalisation et d'un dispositif pointant un rayon laser ou un faisceau de particules élémentaires vers la cible. D'après les calculs des auteurs, ces stations sont capables de mettre hors de service la majorité des ICBM de l'adversaire au cours de 2 à 5 minutes après leur lancement.

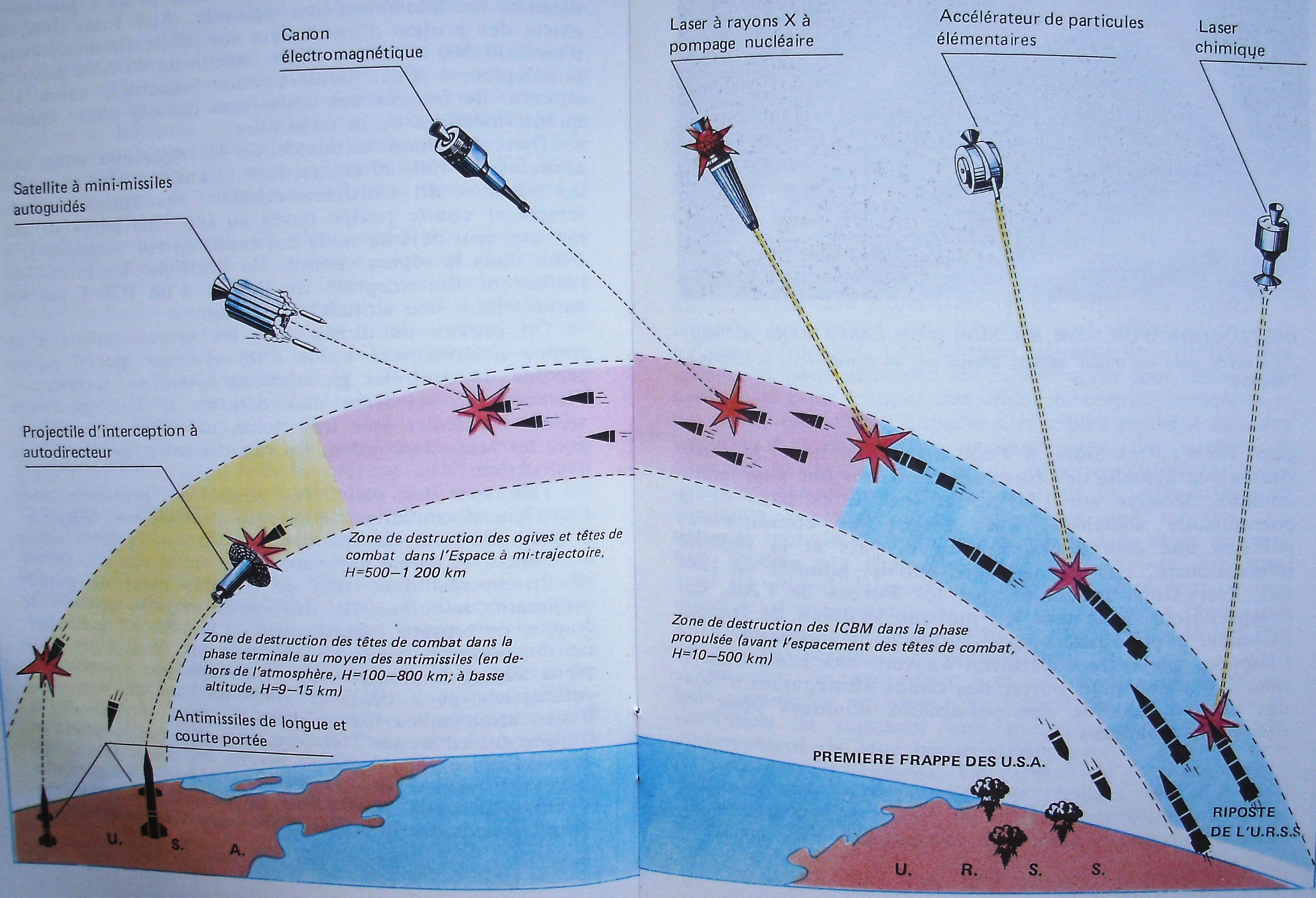
A mi-trajectoire, aux ICBM et aux têtes de combat restés intacts seront opposés les moyens du deuxième échelon spatial de DAM: canons électromagnétiques et satellites à mini-missiles autoguidés. Selon les spécialistes les canons électromagnétiques seront capables d'imprimer à leurs projectiles des vitesses allant jusqu'à plusieurs dizaines de kilomètres par seconde. Aux Etats-Unis, il existe des projets d'installation sur orbite circumterrestre d'environ 500 satellites dotés chacun de 40 à 50 missiles intercepteurs. Ces derniers étant capables, selon les auteurs, de frapper des cibles tant dans la phase initiale qu'intermédiaire de la trajectoire.

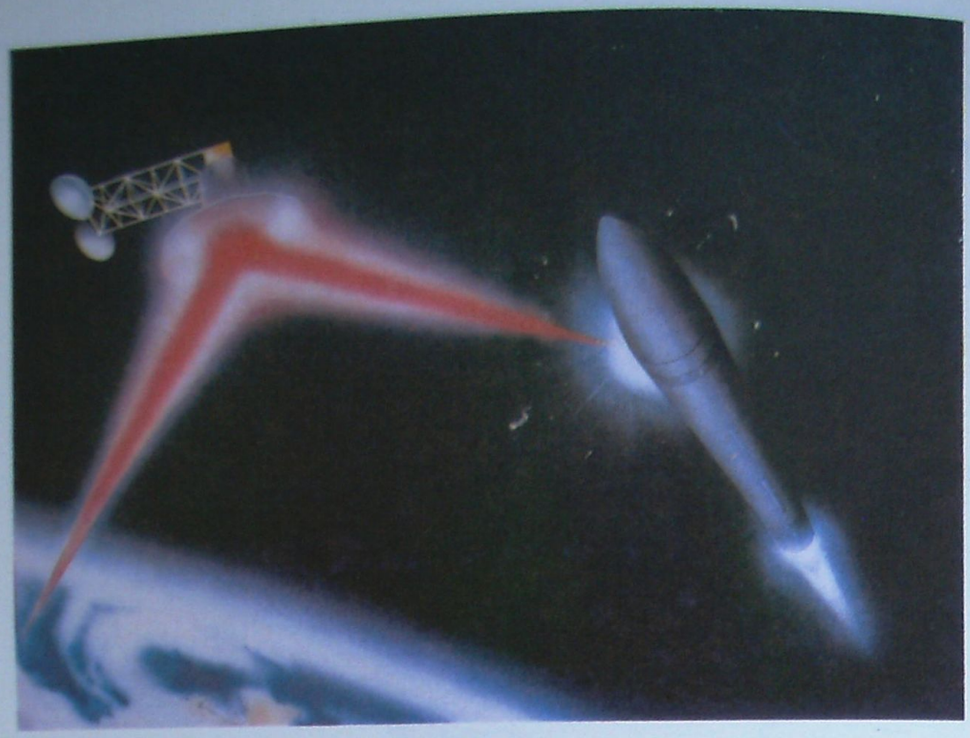
Dans la phase terminale de la trajectoire entre des altitudes de 100-800 km et de 9-15 km, on met en action les moyens du troisième échelon : les antimissiles de longue et courte portée basés au sol. Une partie de ces moyens sont déjà au stade des essais en vol. Ainsi, en juin 1984, dans la région centrale du Pacifique les Etats-Unis réalisèrent l'interception de l'ogive d'un ICBM par un antimissile à une altitude de 160 km.

On prévoit de diriger tous les moyens spatiaux de frappe américains à l'aide d'un système spécial rapide capable de contrôler globalement la surface terrestre et l'Espace. Ce système doit détecter le lancement des missiles, calculer leur trajectoire, identifier et accompagner les têtes de combat, les répartir entre les moyens de destruction.

Tels sont les plans des Etats-Unis présentés sous l'enseigne d'« initiative de défense stratégique ». Même si, à première vue, ils peuvent paraître à certains assez « anodins » et même attrayants (ne s'agit-il pas de « défense » ?), en réalité ce sont de sinistres plans de grands préparatifs militaires, de création de moyens spatiaux de frappe, de brusque renforcement de la capacité destructrice du potentiel nucléaire offensif des Etats-Unis. Ces plans visent à protéger les Etats-Unis par un bouclier antimissiles et à déployer simultanément de nouvelles forces stratégiques basées dans l'Espace et destinées à frapper des cibles sur Terre, en mer, dans l'atmosphère et dans l'Espace. L'objectif recherché est donc de « dévaluer », au moyen d'un système DAM d'envergure, le potentiel défensif de l'Union Soviétique et, en même temps, d'accroître le potentiel stratégique offensif améri-

Variante de système DAM d'envergure étudiée par les Etats-Unis comme composante de leur potentiel de première frappe nucléaire





DESTRUCTION D'UN ICBM À L'AIDE D'UN LASER BASÉ AU SOL

Le rayon laser est pointé vers le missile par un miroir-relais installé dans l'Espace.

cain. En d'autres mots, il s'agit en fait de briser la parité stratégique actuelle des forces et d'obtenir une suprématie militaire décisive sur l'URSS et les autres pays de la communauté socialiste, avec toutes les conséquences néfastes que cela implique pour la paix et la sécurité internationale. La doctrine aérospatiale, adoptée en 1984 aux Etats-Unis, préconise que les Forces de l'Air, qui comprendront également les moyens spatiaux de frappe, assument la principale responsabilité de la supériorité dans l'Espace, que cette supériorité « assure aux Etats-Unis la liberté d'action pour porter des coups stratégiques efficaces et leur accorde des possibilités illimitées pour les opérations militaires ».

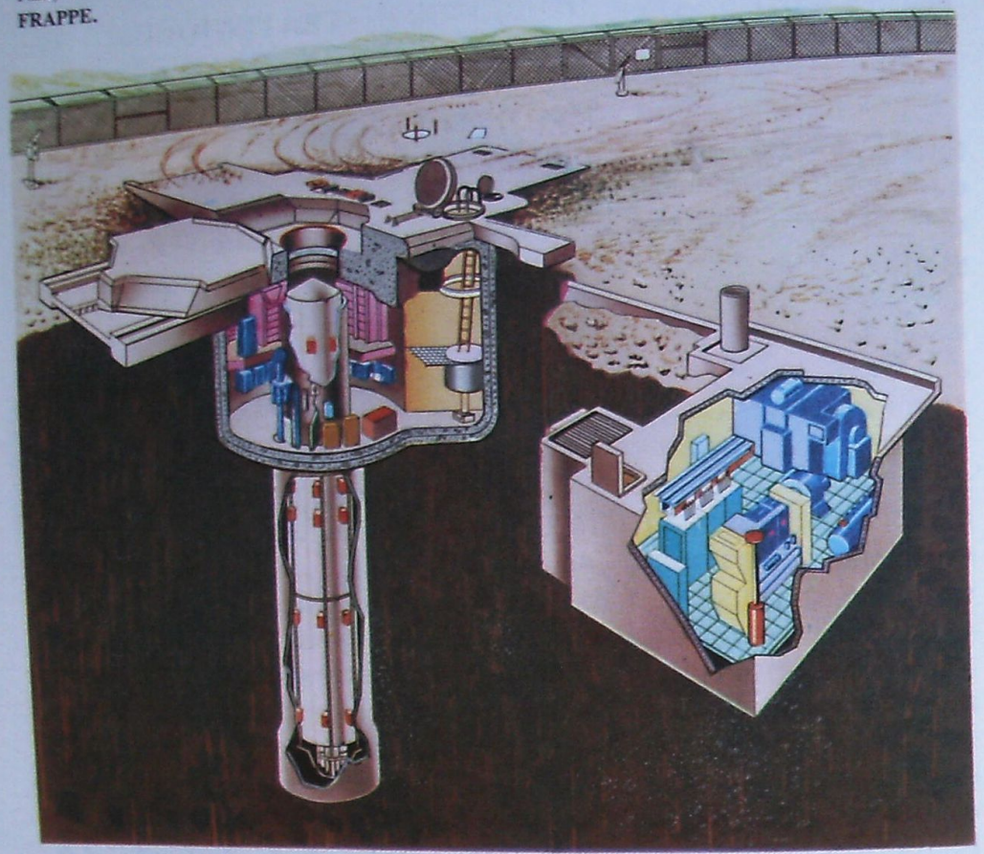
L'« INITIATIVE DE DÉFENSE STRATÉGIQUE » DES ETATS-UNIS : BOUCLIER OU GLAIVE ?

L'administration des Etats-Unis ne ménage ni son temps ni ses forces pour convaincre l'opinion mondiale que le système spatial d'armements en question serait réellement « défensif », que ce serait un bouclier et non un glaive. Vu de près, ce tapage de propagande sur le caractère prétendument défensif du programme de la « guerre des étoiles » apparaît comme un camouflage derrière lequel on forge discrètement une arme de chantage et d'agression.

Donc, la nouvelle classe d'armements — les moyens spatiaux de frappe — créée conformément à l'« initiative » du président des Etats-Unis, peut, selon les experts, y compris américains, se montrer fort efficace en tant qu'arme offensive. Ces moyens peuvent être utilisés non seulement pour atteindre les ICBM après leur lancement, mais aussi pour frapper des cibles terrestres, aériennes et navales à partir de l'Espace. Ces cibles peuvent être des missiles dans leurs silos de lancement, des centres de direction et de communication, diverses entreprises, des centrales électriques, des avions sur les aérodromes et beaucoup d'autres cibles tant fixes que mobiles. La nouvelle technique de détection, de guidage et de destruction, étudiée aux Etats-Unis, peut être utilisée, à la fois, dans un intérêt défensif et offensif, malgré tout ce que disent les représentants de l'administration des Etats-Unis à leur peuple ou à leurs alliés de l'OTAN sur le but des programmes stratégiques présidentiels.

Ensuite. En procédant à la réalisation des plans de militarisation de l'Espace, les Etats-Unis n'ont nullement l'intention de renoncer aux programmes militaires de renforcement de leur triade stratégique, en premier lieu des missiles stratégiques. Le rapport de C. Weinberger, secrétaire à la Défense, publié le 1er mars 1985, explique franchement qu'en créant un système spatial antimissiles, les Etats-Unis disposeront également d'une « puissante

CE N'EST PAS LA «DÉFENSE» QUI PRÉOCCUPE L'ADMINISTRATION REAGAN MAIS L'ACQUISITION D'UN POTENTIEL DE PREMIÈRE FRAPPE DÉSARMANTE. POUR Y PARVENIR, ON EN JETTE LA BASE MATÉRIELLE INDISPENSABLE, UNE ARME DE PREMIÈRE FRAPPE.



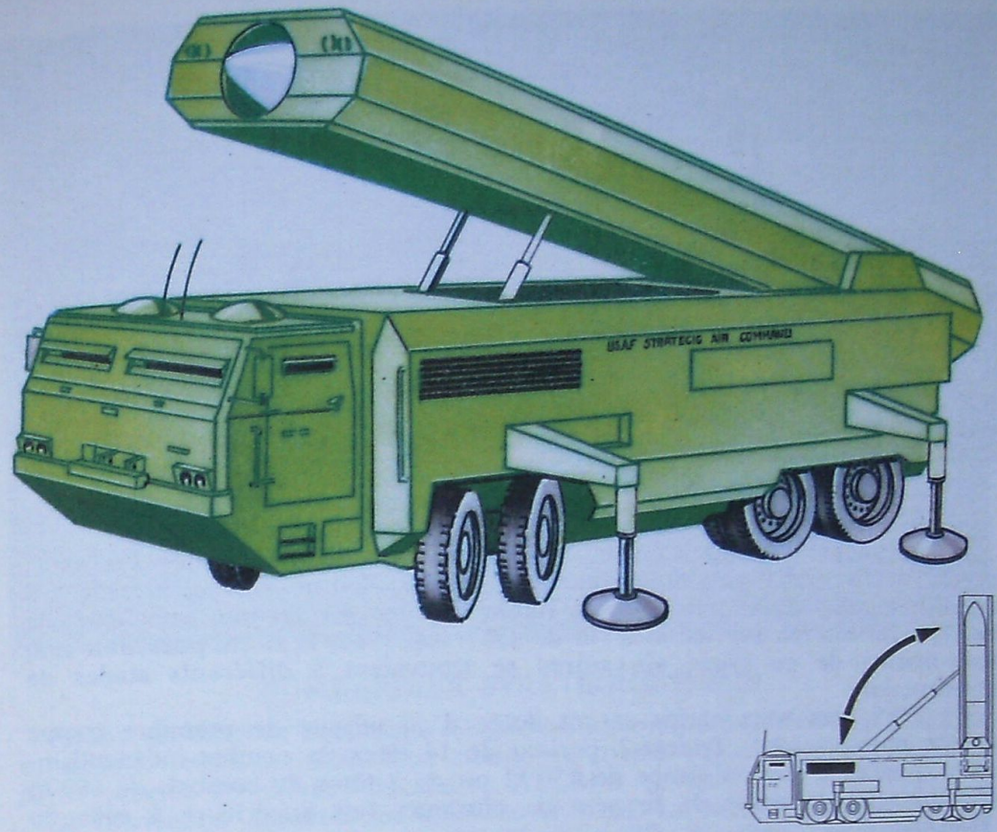
Un ICBM *MX* (à carburant solide) dans le silo.

Arme de première frappe. Poids au départ : plus de 87 t. Portée de tir : plus de 11 000 km. Précision de tir (ECP) : 90 m. Doté d'une ogive à 10 têtes de combat indépendamment guidées de 600 kt chacune.

Le missile est installé dans les silos réaménagés d'ICBM *Minuteman-3* ; son lancement «à froid» à partir d'un conteneur permet de procéder à de nouveaux tirs.

Depuis juin 1983, on procède à des tirs d'essai. La première unité (10 missiles) sera rendue opérationnelle vers la fin de 1986. Il y aura 100 missiles de ce type en 1989.

Coût du programme : plus de 20 milliards de dollars.



ICBM *MIDGETMAN*

Poids au départ : près de 15 t. Portée de tir : 10 000 km ; précision de tir (ECP) : 150 m. On élabore diverses variantes d'ogives d'une puissance d'environ 600 kt. Seront rendus opérationnels pour 1992. Le Pentagone voudrait posséder 1 000 missiles de ce type.

Il y aura deux versions : mobile (rampes de lancement véhiculées) et stationnaire (placés dans les silos de lancement hautement protégés).

Coût du programme : de 45 à 70 milliards de dollars.

triade stratégique» pour porter un coup nucléaire destructeur contre l'Union Soviétique.

Il s'agit de fabriquer et de déployer de nouveaux missiles balistiques MX et Midgetman, des missiles stratégiques Trident-2 basés en mer, de construire deux nouveaux types de bombardiers stratégiques B-1B et ATB, d'accroître en Europe le nombre de Pershing-2 et de missiles de croisière de longue portée basés au sol, de doter les bombardiers stratégiques de missiles de croisière de grande portée ainsi que les sous-marins atomiques et les navires de surface naviguant dans différentes régions de l'Océan mondial. On produit simultanément et d'une façon accélérée 17 000 nouvelles têtes nucléaires. La mise en

SNLE TYPE *OHIO*

Déplacement : 18 700 t. Longueur : 170,7 m. Armé de 24 missiles *Trident-1* ; portée de tir : 7 400 km, précision de tir (ECP) : 460 m. Chaque missile a 8 têtes de combat d'une puissance de 100 kt chacune. Le premier sous-marin de ce type fut mis en service à la fin de 1981. En 1984, la flotte possédait cinq sous-marins de ce type ; six autres se trouvaient à différents stades de construction.

En 1989, ces sous-marins seront dotés d'un missile de première frappe encore plus puissant, *Trident-2*, porteur de 14 têtes de combat indépendamment guidées d'une puissance de 150 kt ou de 7 têtes de combat, de 600 kt chacune. La précision de tir sera de plusieurs fois supérieure à celle du *Trident-1*.

Pour l'an 2000, les forces navales des Etats-Unis posséderont au moins 20 sous-marins type *Ohio*. Coût total du programme : 85 milliards de dollars.

œuvre de tous ces programmes d'armements stratégiques offensifs suit une direction très précise : l'acquisition d'un potentiel de première frappe nucléaire. Quant au déploiement des moyens spatiaux de frappe, il est appelé à élever le niveau qualitatif de ce potentiel.

Tels sont les faits qui indiquent irréfutablement que les Etats-Unis forgent avec leur bouclier spatial un glaive spatial et nucléaire.

Il est facile de voir que la réalisation des plans de la « guerre des étoiles » pourra pousser les stratèges du Pentagone à risquer, en se couvrant d'un bouclier antimissiles spatial, une attaque nucléaire et spatiale contre l'URSS et ses alliés, avec l'espoir de rester impunis. Partant, le bouclier antimissiles est destiné à déjouer toute riposte de l'Union Soviétique, à « achever » — dès leur lancement — ses missiles rescapés de la première frappe américaine. On compte donc pouvoir désarmer l'autre

BOMBARDIER STRATÉGIQUE *B-IB*

Porteur de missiles nucléaires téléguidés. Rayon d'action maximal à vitesse subsonique : environ 16 000 km ; charge de combat : plus de 50 000 kg. Peut porter jusqu'à 30 missiles nucléaires *ALCM-B* et *SRAM*.

La fabrication en série fut amorcée en 1984. La première escadrille sera rendue opérationnelle dans la deuxième moitié de 1986. Au total, 100 bombardiers seront construits avant 1989. Coût du programme : 30 milliards de dollars.

partie, la priver de la possibilité de riposter, tout en procédant à un emploi global de l'arme stratégique et spatiale tant contre les objectifs militaires que civils.

Quoi que dise Washington pour justifier l'« initiative de défense stratégique », son caractère extrêmement dangereux et agressif est évident. Les plans de la « guerre des étoiles » s'inscrivent dans la stratégie des Etats-Unis visant à préparer des conditions propres à déclencher une guerre nucléaire. S'assurer la possibilité d'une attaque nucléaire impunie, rassembler les conditions favorables à un chantage nucléaire permanent contre l'Union Soviétique et d'autres pays du monde, tel est le sens authentique de l'« initiative de défense stratégique ».

Les tentatives des Etats-Unis de présenter leurs sinistres plans spatiaux comme défensifs ne peuvent tromper ni l'Union Soviétique ni les autres pays intéressés au renforcement de la paix et de la sécurité. Les

MISSILE BALISTIQUE DE PORTÉE MOYENNE *PERSHING-2* en position de lancement.

Portée de tir : 2 500 km. Précision de tir (ECP) : de 35 à 40 m. Une ogive nucléaire. Toutes les rampes de lancement sont réutilisables. Les *Pershing-2* sont le moyen d'attaque nucléaire par surprise contre des objectifs situés sur le territoire des pays du Traité de Varsovie, y compris la partie européenne de l'URSS.

RAMPE DE LANCEMENT DES MISSILES DE CROISIÈRE BASÉS AU SOL *GLCM*

La rampe est à quatre missiles. Portée de tir : 2 600 km. Précision de tir (ECP) : environ 30 m. Charge nucléaire de 200 kt.

De tels missiles sont déjà installés en Grande-Bretagne, en Italie et en Belgique. Au total, il est prévu de déployer sur le territoire de ces pays, ainsi qu'en RFA et aux Pays-Bas, 464 missiles de croisière.

Les missiles *GLCM* sont une arme nucléaire de première frappe. Ils sont capables de se rapprocher discrètement de la cible, contournant les obstacles naturels, à une basse altitude (jusqu'à 60 m), ce qui rend difficile leur détection et destruction.

MISSILE DE CROISIÈRE AÉROPORTÉ *ALCM*

Portée de tir: 2 600 km. Précision de tir (ECP): environ 30 m. Charge nucléaire de 200 kt. Livrés en masse depuis 1981 pour équiper les bombardiers stratégiques *B-52*. Les nouveaux bombardiers stratégiques *B-1B* en seront également pourvus.

responsables soviétiques avertissent fermement que la création de l'arme spatiale de frappe n'apportera pas aux Etats-Unis de suprématie militaire. Elle conduira inévitablement à précariser la sécurité des Etats-Unis eux-mêmes et de leurs alliés.

Conséquence que les initiateurs de la « guerre des étoiles » et ceux qui sont poussés à participer à ce dessein provocateur ne doivent pas oublier.

SCIENCE « PURE » OU « MANHATTAN-2 » ?

L'administration des Etats-Unis assure que l'« initiative de défense stratégique » ne serait qu'un simple programme de recherche qui ne conduit pas nécessairement à la naissance d'une nouvelle arme. On tente d'accréditer l'idée que Washington pourrait se limiter à des recherches anodines, à des études purement scientifiques.

Mais dans toutes ces élucubrations, seul leur caractère mensonger est vraiment « pur ».

A l'époque le programme « Manhattan » de création de la bombe atomique débuta lui aussi par des recherches. On en connaît le prix payé par la population de Hiroshima et de Nagasaki. Depuis, la menace nucléaire pèse sur le monde entier. Le programme de « guerre des étoiles » met l'humanité devant un danger encore plus grave. Il est donc nécessaire, avant qu'il ne soit trop tard, de l'interdire entièrement, les travaux de recherche y compris.

Le mensonge sur le caractère purement « théorique » des recherches s'inscrivant dans le programme de « guerre des étoiles » est réfuté d'entrée de jeu par l'ampleur sans précédent des crédits y alloués. On sait que le programme « Manhattan » coûta 15 milliards de dollars. Tous les travaux de recherche en matière de missiles entre 1954 et 1983 (en 30 ans) exigèrent 40 milliards de dollars. Et l'on prévoit de dépenser pour le programme de « guerre des étoiles » 26 milliards de dollars au cours des 5 années à venir, et déjà 60 milliards de dollars au cours des dix années à venir (1984-1993). Selon l'estimation de la Fédération des savants américains, ces dépenses pourront même monter à 90 milliards de dollars. Et si ces « investigations » continuent encore dix ans, leur prix, toujours selon la même Fédération, atteindra 225 milliards de dollars. Il est clair qu'il ne s'agit pas d'investigations théoriques « anodines », mais d'une étape décisive du processus de création de l'arme spatiale de frappe.

D'où ce caractère si peu convaincant des déclarations des représentants de l'administration US qui tentent de faire croire que toute l'activité dans le cadre du programme de la « guerre des étoiles » ne dépasserait pas les restrictions établies par le Traité sur la limitation des systèmes DAM de 1972.

De telles affirmations servent à camoufler le véritable sens des actions des Etats-Unis qui visent à saper le Traité de DAM interdisant la création, les essais et le déploiement des systèmes et des éléments de DAM dans l'Espace. L'administration américaine présenta officiellement son « initiative de défense stratégique » comme un programme national de recherche dont l'objectif réside précisément dans la création d'une défense antimissiles de grande envergure et d'armements spatiaux de frappe. Aussi, la proclamation même de ce programme, sans parler de sa mise en œuvre, représente-t-elle une transgression grossière du Traité de 1972, et cela d'autant plus que les « recherches » ont de loin dépassé le cadre théorique. Dans les laboratoires et sur les polygones des Etats-Unis, on procède à la mise au point et, dans certains cas, à des essais de modèles expérimentaux d'armes spatiales de frappe : laser chimique et laser à rayons X, canons électromagnétiques, missiles intercepteurs, systèmes antisatellites. Ce sont les composantes d'une défense antimissiles spatiale, les « éléments d'un système final », comme l'a dit G. Keyworth, conseiller du président des Etats-Unis pour les questions scientifiques. La fabrication de ces « éléments », contaire au Traité de DAM, doit être immédiatement arrêtée et interdite.

Les assurances de l'administration selon lesquelles les Etats-Unis renonceraient, sitôt les travaux de recherche achevés, au déploiement d'un système DAM d'envergure à éléments spatiaux, ne méritent aucune confiance. Il est absurde de croire que les 60 milliards de dollars seront dépensés tout simplement pour répondre à une question théorique : est-il possible ou non de créer des armements spatiaux de frappe ?

En mars 1985, dans son rapport à l'Institut unifié des forces armées, J. Howe, ministre britannique des Affaires étrangères, parla du caractère irréversible des recherches américaines en vue de créer des armes spatiales de frappe. « Par elles-mêmes ces recherches, disait-il, peuvent atteindre un point de non-retour, même si les raisons de les

bloquer sont de plus en plus évidentes ». G. Keyworth le dit aussi sans ambages : « Si nous nous consacrons à ces études, ce n'est pas pour élargir nos connaissances en physique, mais pour apprendre à créer des systèmes d'envergure. »

Les plus grandes sociétés militaro-industrielles des Etats-Unis sont extrêmement intéressées à la création d'un système spatial de défense antimissiles d'envergure. Selon le témoignage du journal *Washington Post*, la militarisation de l'Espace promet de devenir au cours des décennies, un filon d'or pour les monopoles américains. « Le « sens » de la « guerre des étoiles », écrit le journal, c'est une perspective de nouvelles richesses fabuleuses pour le complexe militaro-industriel ». Le Conseil pour les priorités économiques, une organisation de recherche américaine, indique, dans un rapport, que l'administration des Etats-Unis a confié l'évaluation du coût, ainsi que l'analyse de l'efficacité et de l'impact de la création d'une DAM d'envergure sur le processus de limitation de la course aux armements, à ces mêmes sociétés américaines qui ont reçu la part du lion des moyens destinés à l'élaboration des armements spatiaux de frappe. Comme le souligne le rapport, environ 80% des contrats de DAM sont signés avec des sociétés se trouvant dans les Etats dont les intérêts au Congrès sont représentés par d'influents sénateurs et congressmen. De leur vote dépend pour beaucoup la satisfaction des demandes du Pentagone concernant des moyens supplémentaires pour mener des travaux en matière de défense antimissiles d'envergure.

En même temps, Washington exige catégoriquement de ses alliés de l'OTAN et du Japon qu'ils participent financièrement et techniquement à la réalisation des plans de la « guerre des étoiles ». Tous les moyens sont mis en œuvre pour agir sur eux : chantage d'une « supériorité militaire soviétique » ; camouflage des véritables objectifs du programme de la « guerre des étoiles » ; appel direct de Washington à certaines firmes de RFA, de Grande-Bretagne, d'Italie et de France pour obtenir leur coopération derrière le dos des gouvernements de ces pays ; promesses démagogiques de faire part de la technologie de pointe aux alliés.

Cependant à l'Ouest, les Européens hésitent : ne

tomberont-ils pas dans une plus grande dépendance vis-à-vis des Etats-Unis ? Les Etats-Unis n'accapareront-ils pas tous les avantages technologiques et commerciaux des recherches militaro-spatiales ? Ces hésitations ne sont pas sans fondement d'autant que les partenaires des Etats-Unis savent très bien que, jusqu'à présent, les Etats-Unis ne leur ont jamais fait part équitablement de leurs innovations technologiques. Aujourd'hui encore, les Etats-Unis veulent en fait piller les alliés, leur retirer tout ce qu'ils ont de meilleur en matière scientifique et technique, sans rien donner en contrepartie. Quant à l'« avantage » garanti, ce seront les dépenses militaires supplémentaires qui pèseront lourdement sur le dos des peuples d'Europe occidentale.

Les Européens de l'Ouest ont également des doutes quant à la destination de l'« initiative de défense stratégique » de Reagan. En particulier, on a raison de dire que la création d'un bouclier spatial rendra les Etats-Unis capables de porter une première frappe nucléaire, que la réalisation de ces plans exercerait une action déstabilisatrice sur l'ensemble de la situation stratégique, indépendamment de leurs résultats finals, car le laser et d'autres moyens spatiaux de frappe peuvent neutraliser entièrement les satellites de surveillance de l'autre partie, dont les forces stratégiques se trouveraient de sorte « privées d'yeux ».

Mais l'essentiel, c'est que les populations des pays de l'OTAN comprennent clairement que le bouclier antimissiles ne renforcera pas leur sécurité. Au contraire, en cas de réalisation de l'IDS, l'Europe occidentale deviendrait encore plus vulnérable au plan militaire, Voilà pourquoi à Bonn, Londres et dans d'autres capitales européennes on caresse l'espoir que le passage au déploiement d'une DAM spatiale dépend également de l'accord des partenaires otanais des Etats-Unis. Mais ces vœux sont absolument irréels. Ces décisions, les Etats-Unis ne les partagent avec personne.

Du point de vue des intérêts vitaux de l'ensemble de l'humanité, ce serait une erreur fatale que l'Espace devienne une arène de la course aux armements spatiaux. Quiconque s'y refuse ne doit se résigner à la poursuite des travaux de création d'une arme spatiale. Participer à ces recherches, ce serait de devenir complice de ce nouveau

complot tramé par les militaristes américains contre les peuples.

Pour s'entendre sur la cessation et l'interdiction de la création des armes spatiales de frappe, y compris des travaux de recherche effectués dans ce sens, il n'y a pas d'obstacles objectifs, mais seulement des barrières artificielles sous forme de faux « arguments » et « objections » fallacieuses. Parmi ceux-ci, l'attisement par Washington du mythe depuis longtemps dénoncé de la « menace militaire soviétique », les références sans fondement aux travaux de recherche soviétiques, paraît-il, trop avancés en matière d'utilisation de l'Espace à des fins militaires. Mais tous ces arguments sont inconsistants, ils sont inventés à la hâte, *a posteriori*. Quand l'administration US avançait son programme de la « guerre des étoiles », on n'évoquait aucune « percée » de l'URSS. Il s'agissait de monter dans les « cieux » et d'y appliquer la politique de la force.

Certes, l'Union Soviétique procède également à des travaux de recherche en matière spatiale, notamment au plan militaire. Mais ils ne visent à créer ni des armes spatiales de frappe ni des systèmes spatiaux DAM d'envergure. Ils sont liés au perfectionnement des systèmes spatiaux d'alerte avancée et de surveillance, de communication et de navigation. L'URSS ne crée pas d'armements spatiaux de frappe. Et elle n'a pas l'intention de mettre sur pied une défense antimissiles pour le territoire national. L'affirmation selon laquelle l'Union Soviétique mènerait des travaux identiques aux travaux américains est donc un mensonge. L'URSS respecte à la lettre les dispositions du Traité illimité de DAM de 1972.

LIQUIDATION OU ACCROISSEMENT DES ARMES NUCLÉAIRES ?

Un homme de bon sens suivrait-il le conseil lui suggérant d'éteindre un incendie en y versant de l'essence ? La façon même de poser cette question semble stupide et absurde.

Il se trouve cependant des hommes d'Etat qui proposent, au fond, des choses semblables dans les affaires dont dépend la sécurité de l'humanité. C'est le cas justement du plan américain de la « guerre des étoiles » qui, si l'on en croit ses auteurs, conduirait à faire cesser la course aux armements et à liquider l'arme nucléaire. Tout en assurant que l'IDS serait une voie vers la destruction de l'arme nucléaire, l'administration des Etats-Unis multiplie fébrilement ses armes stratégiques offensives, crée sans cesse de nouveaux moyens nucléaires.

Le bon sens suggère qu'il faut s'arrêter, geler les arsenaux nucléaires des parties et passer à leur réduction. C'est justement ce que propose l'Union Soviétique.

Mais à Washington, on raisonne autrement. On y a l'intention de continuer à accroître les armements stratégiques offensifs, de militariser l'Espace, de créer un système spatial antimissiles, des armements spatiaux de frappe. Et seulement après la réalisation de ces plans, « peut-être dans des dizaines et des dizaines d'années », il serait, paraît-il, possible de réduire et même de liquider les armements nucléaires. Si l'on suit cette « logique » étonnante pour éliminer l'arme nucléaire, il faudrait d'abord multiplier par plusieurs fois ses stocks. Et il n'y aurait pas d'autre issue.

Pourquoi ces élucubrations ?

Pour tromper les hommes, détourner leur attention de la nécessité de prendre des mesures urgentes et efficaces en vue de réduire les arsenaux nucléaires, pour justifier la poursuite des préparatifs de guerre, notamment l'accroissement des armements nucléaires et la militarisation de l'Espace.

Cela faisant, on cache minutieusement à l'opinion les effets dangereux d'une telle politique. En particulier, on élude la question de l'interdépendance objective entre les armements offensifs et défensifs.

Quel est le fin fond de l'affaire ?

Les armements nucléaires stratégiques des Etats-Unis et de l'URSS existent depuis plus de 30 ans, et toujours l'Union Soviétique fut obligée, tant au moment de leur création que de leur déploiement, de relever le défi des Etats-Unis qui aspirent à la supériorité militaire. La parité stratégique, atteinte au début des années 70, priva les Etats-Unis de la possibilité de faire du chantage à l'Union Soviétique en recourant à la menace nucléaire, elle les força à consentir aux négociations sur la limitation des armements stratégiques.

Après l'ouverture des négociations en novembre 1969, l'URSS et les Etats-Unis constatèrent clairement que dans un contexte de parité des forces stratégiques offensives, l'acquisition par l'une des parties d'un potentiel défensif supplémentaire équivaudrait à lui assurer un potentiel de coup nucléaire préventif.

La logique de la confrontation nucléaire est telle que la création d'un système antimissiles ramifié ne poursuit guère des objectifs défensifs, mais s'inscrit organiquement dans une politique visant à la supériorité militaire. Un tel système saperait la parité militaro-stratégique et déstabiliserait la situation stratégique dans son ensemble. L'autre partie, pour rétablir la parité rompue, serait obligée de renforcer en réponse son potentiel stratégique soit en accroissant directement ses forces offensives soit en les complétant de moyens de défense. Dans les deux cas, cela conduirait à élargir la course aux armements.

La reconnaissance par l'URSS et les Etats-Unis de l'interdépendance entre les systèmes stratégiques offensifs et défensifs trouva son expression dans la signature simultanée le 26 mai 1972 du Traité illimité sur la limitation des systèmes DAM et de l'Accord provisoire sur certaines mesures dans le domaine de la limitation des armements stratégiques offensifs. Le Traité de DAM devint la pierre angulaire de l'ensemble du processus de limitation et de réduction des armements nucléaires.

« L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et les Etats-Unis d'Amérique... considèrent, stipule le Traité,

que des mesures efficaces pour limiter les systèmes de défense antimissiles seraient un facteur substantiel pour refréner la course aux armements offensifs stratégiques et conduiraient à une diminution du risque de déclenchement d'une guerre avec emploi d'armes nucléaires. » En d'autres mots, seule l'abstention mutuelle en matière de systèmes DAM permet de progresser dans la voie de la limitation et de la réduction des armements stratégiques offensifs.

C'est précisément cette thèse fondamentale sur l'interdépendance entre les armements offensifs et défensifs que tentent de torpiller aujourd'hui les champions américains de la « guerre des étoiles ». A les en croire, les parties y étaient parvenues non pas en constatant le danger de la création et du développement des systèmes DAM en tant que catalyseur de la course aux armements, mais seulement en raison du fait qu'à cette époque, la technique était encore impuissante à créer des systèmes DAM suffisamment efficaces.

En réalité, l'interdépendance organique des systèmes stratégiques offensifs et défensifs a un caractère non passager mais bel et bien objectif. Elle ne disparaîtra pas avec la possibilité de créer des systèmes DAM techniquement plus perfectionnés et performants. Par contre, la mise au point de tels systèmes influencerait sensiblement le rapport des forces stratégiques des parties, le rendrait extrêmement instable, tandis qu'on verrait s'aggraver fortement le danger du déclenchement d'une guerre nucléaire avec toutes les conséquences que cela implique pour l'humanité.

Comme le montrent les calculs des spécialistes, même si les deux parties possédaient des systèmes de défense antimissiles d'envergure approximativement identiques, des différences insignifiantes dans l'efficacité de leur fonctionnement suffiraient à rompre substantiellement la parité militaro-stratégique, à déstabiliser la situation stratégique dans le monde.

Au mépris du bon sens, l'administration des Etats-Unis se refuse à prévenir la course aux armements dans l'Espace, se prononce contre l'établissement d'un moratoire sur les armements spatiaux de frappe, contre l'interdiction de cette nouvelle et extrêmement dangereuse classe d'armements. Misant sur l'IDS, elle diffuse largement des illusions fausses et pernicieuses sur sa pseudo-volonté de

renforcer la paix. En réalité, Washington pousse l'humanité à un nouveau round exténuant dans la course aux armements, à un gaspillage insensé d'énormes ressources matérielles et intellectuelles. Et tout cela pour tenter vainement de s'assurer une suprématie militaire et de s'imposer, sur cette base, à d'autres peuples.

Tout en avançant leurs programmes spatiaux, les Etats-Unis font semblant d'être prêts à intervenir pour une réduction radicale des armements nucléaires. Mais ce n'est là qu'une fiction, car le système antimissiles spatial, prévu par les Etats-Unis, envisage une course aux armements dans toutes les directions et conduit à saper la sécurité internationale. De la même manière que l'apparition de l'arme nucléaire n'a pu éliminer les types conventionnels d'armes, mais, par contre, a déclenché la course aux armements nucléaires et conventionnels, la création de l'arme spatiale aboutira inévitablement à intensifier la course aux armements, à l'étendre à de nouveaux domaines.

STABILITÉ OU VOIE VERS L'INCONNU

Qui doutera que Paul Nitze, conseiller du président américain pour les armements nucléaires et spatiaux, soit bien renseigné sur les conséquences de l'IDS. Or il prétend que la période transitoire entre l'état actuel et la réalisation du programme de la « guerre des étoiles » occupera un temps prolongé et sera « dangereuse » même si les « moyens techniques de défense s'avèrent sûrs ». Le conseiller du président passe beaucoup de choses sous silence, surtout l'intention des Etats-Unis d'ajouter à la menace nucléaire qui pèse sur l'humanité, déjà au bord du gouffre, une menace spatiale. Force est de s'interroger : à quoi bon ? L'administration des Etats-Unis répond : pour créer des armements spatiaux de frappe qui renforceraient un jour, dans l'avenir, la stabilité stratégique et la sécurité des Etats.

Nul besoin d'être expert en la matière pour voir toute l'absurdité et la fausseté des affirmations des auteurs du plan de la « guerre des étoiles ». Il convient de rappeler à cette occasion la réaction de C. Weinberger interrogé sur l'hypothèse où l'URSS, et non pas les Etats-Unis, aurait avancé son programme de la « guerre des étoiles ». Le chef du Pentagone répondit que cela serait tout simplement affreux et qu'il ne pouvait même imaginer une telle situation. Telle est la vérité sur le rôle stabilisateur des armements spatiaux de frappe !

On a beau coller des étiquettes « humaines » au programme de la « guerre des étoiles », celles-ci ne le rendront ni défensif ni stabilisateur. L'IDS du président Reagan conduit à ébranler la stabilité, à aggraver la menace militaire. Il est impossible de renforcer la paix avec une nouvelle génération d'armements destructeurs, qui recèlent un risque supplémentaire de déclenchement d'une guerre nucléaire.

En cas de militarisation de l'Espace, ce risque augmenterait fortement non seulement parce que cela entraînerait des changements matériels dans la structure des forces

armées de part et d'autre, mais aussi parce que cela pourrait susciter aux Etats-Unis des idées très éloignées de la réalité sur leur propre invulnérabilité. De nombreux spécialistes militaires en Occident en sont bien conscients. Ils notent que déjà l'ouverture des travaux visant à réaliser l'IDS a un caractère de provocation, indépendamment de leurs objectifs finals.

Ainsi, le rapport annuel de l'Institut international des études stratégiques de Londres « Aperçu stratégique de la situation militaro-politique dans le monde en 1984-1985 » souligne : « Si la création d'un système de défense stratégique était une chose réalisable, elle saperait plus la stabilité qu'elle ne la renforcerait. Dans la période de transition, si l'une des parties a des moyens de défense stratégique que l'autre ne possède pas, la stratégie de la première frappe devient plus réelle. » Selon les auteurs du rapport, l'« initiative de défense stratégique » du président Reagan conduit à aggraver brutalement la tension internationale et constituera l'obstacle principal aux négociations soviéto-américaines à Genève.

Autre facteur déstabilisateur du plan de la « guerre des étoiles » : sa réalisation conduit inévitablement à saper les accords déjà existants — tant bilatéraux, entre l'URSS et les Etats-Unis, que multilatéraux — sur la limitation de la course aux armements et le renforcement de la sécurité internationale. Cela concerne en premier lieu le Traité illimité sur la limitation des systèmes DAM (1972), le Traité sur l'interdiction des essais de l'arme nucléaire dans l'atmosphère, l'Espace et sous les eaux de 1963 (ratifié par plus de 100 Etats), le Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'Espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes de 1967 (ratifié par plus de 70 Etats).

Ces accords réglementent dans une certaine mesure les relations entre l'Union Soviétique et les Etats-Unis dans le domaine de la limitation et de l'utilisation pacifique de l'Espace. Les torpiller signifierait impulser de nouveaux rounds dans la course aux armements, l'étendre à l'Espace. Tout cela toucherait les destinées non seulement des peuples soviétique et américain, mais aussi des peuples du monde entier. A cet égard, il faut mentionner tout d'abord le Traité soviéto-américain sur la limitation des systèmes DAM de 1972. Ce traité est à la base de l'ensemble du

processus de limitation et de réduction des armements nucléaires. Si les Etats-Unis compromettent par leurs actions ce document fondamental, cela ruinera l'espoir que l'humanité fonde dans la limitation des armements nucléaires. Les perspectives de cette limitation dépendent de la sauvegarde et du renforcement de ce Traité. Il est donc dans l'intérêt de la stabilité stratégique de renoncer résolument à la création de systèmes de défense antimissiles d'envergure à éléments spatiaux et d'observer strictement le Traité illimité de DAM, document de poids en matière de limitation des armements stratégiques.

On a encore temps de prévenir la nouvelle étape de la course aux armements, d'assurer aux hommes un Espace pacifique et la confiance dans l'avenir. Pour y parvenir, il faut faire preuve de courage politique. C'est ici que se vérifient maintenant la maturité politique, le niveau de civilisation et d'humanisme de la société et de ses dirigeants. « Pour améliorer effectivement les relations entre l'URSS et les Etats-Unis, souligne Mikhaïl Gorbatchev, Secrétaire général du CC du PCUS, les dirigeants de ces pays doivent faire preuve de leur **volonté politique**. Quant à l'Union Soviétique, elle est prête à la manifester. »

COMMENT JUGULER LA COURSE AUX ARMEMENTS

L'humanité a-t-elle un autre choix que celui de la course aux armements et de l'accumulation d'armes meurtrières?

L'Union Soviétique répond de façon univoque: oui. L'URSS avance un ensemble de propositions constructives sur la prévention de la militarisation de l'Espace ; la limitation et la réduction des armements nucléaires (stratégiques et de portée moyenne) ; la cessation de tous les essais de l'arme nucléaire ; l'interdiction et la destruction de l'arme chimique ; l'interdiction de l'élaboration et de la création de nouvelles formes d'armes d'extermination massive ; la réduction du niveau de confrontation militaire en Europe centrale ; le renforcement de la confiance et de la sécurité, etc. La paix serait beaucoup plus solide si les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN prêtaient aux initiatives soviétiques l'attention qu'elles méritent.

Le destin de l'humanité dépend de l'issue de la lutte pour prévenir la course aux armements dans l'Espace et pour la faire cesser sur Terre. L'URSS part du principe qu'il faut renoncer à faire de l'Espace une source de menace militaire, à créer des armements spatiaux de frappe, qu'il faut détruire les systèmes antisatellites existants. Simultanément, l'URSS propose de s'entendre sur une réduction radicale des moyens nucléaires et d'aller vers la liquidation totale de l'arme nucléaire.

Si l'on parvenait à interdire entièrement les armements spatiaux, et tout dépend ici de la partie américaine, une voie s'ouvrirait vers des ententes sur les réductions radicales des armements stratégiques offensifs concernant tant la quantité totale des charges nucléaires sur tous les vecteurs stratégiques que la somme des vecteurs eux-mêmes.

Il est également possible de résoudre de façon constructive le problème des armements nucléaires de portée moyenne en Europe. L'Union Soviétique est prête, sur

une base de réciprocité, à libérer l'Europe de l'arme nucléaire de portée moyenne et tactique. Les propositions soviétiques sur cette question sont connues.

A titre de premier pas, l'Union Soviétique propose que les parties décrètent, pour toute la période des négociations, un moratoire sur la création (y compris les travaux de recherche), les essais et le déploiement des armements spatiaux de frappe, qu'elles gèlent leurs arsenaux nucléaires stratégiques, qu'elles cessent tout déploiement des missiles de portée moyenne en Europe. L'établissement d'un tel moratoire serait une mesure opportune, efficace et parfaitement fondée du point de vue de la cessation de la course aux armements sur Terre et de sa prévention dans l'Espace. Ce moratoire serait un complément de poids aux propositions déjà avancées par l'URSS, notamment concernant la prévention de la militarisation de l'Espace. Le moratoire n'imposerait de part et d'autre aucuns engagements particuliers ou différenciés selon les parties concernées, il ferait obstacle, en revanche, à la poursuite de la course aux armements. On a encore temps d'y parvenir, aussi faut-il profiter habilement de cette chance.

Cependant, la Maison-Blanche a exprimé, avec une hâte qui a étonné le monde entier, son attitude négative envers les propositions soviétiques. L'administration américaine a ainsi confirmé l'hypocrisie de ses déclarations sur sa volonté de réduire les armements nucléaires, de prévenir la course aux armements dans l'Espace.

Depuis un certain temps, Washington tente d'interpréter à sa façon l'accord obtenu en janvier 1985 à Genève sur l'objet et l'objectif des négociations soviéto-américaines sur les armements nucléaires et spatiaux. On dénature le sens même de cette entente. Ce qui plus est, les Etats-Unis voudraient en général se dérober à la solution de la question de la non-extension de la course aux armements à l'Espace, éviter de tenir compte de son interdépendance avec la limitation et la réduction de l'arme nucléaire. Ils souhaitent, manifestement, que les négociations n'entravent pas la réalisation de leurs plans de «guerre des étoiles» et de leurs programmes d'accroissement des armements nucléaires en vue de s'assurer la supériorité militaire à l'égard de l'URSS. Washington refuse d'envisager lucidement l'état des choses, de renoncer à sa politique dangereuse pour la paix.

On tente à la fois de discréditer la proposition soviétique de moratoire, en affirmant qu'elle consacrerait la supériorité de l'URSS en matière d'armes stratégiques offensives et d'armes nucléaires de portée moyenne. Pourtant, cette supériorité n'existe pas. Et cela a été prouvé plus d'une fois, chiffres à l'appui, notamment par les experts américains. Washington falsifie sciemment les faits pour justifier ses programmes militaires sans précédent et la course aux armements, pour masquer son refus de s'entendre à Genève sur la non-militarisation de l'Espace et sur une réduction radicale de l'arme nucléaire.

Il y a également d'autres questions dont la solution pourrait indubitablement contribuer à résoudre le problème du désarmement nucléaire. Il s'agit de mettre fin à tous les essais de l'arme nucléaire. Pour y parvenir, les Etats nucléaires pourraient proclamer un moratoire sur toutes explosions nucléaires, en fixant une date mutuellement concertée. Il demeurerait en vigueur jusqu'à la conclusion d'un traité sur l'interdiction totale et générale des essais de l'arme nucléaire. Car il est clair que si ces essais n'ont pas lieu, cette arme ne pourra être perfectionnée. La suspension des explosions nucléaires pourrait représenter un pas substantiel vers la réduction de la course aux armements nucléaires.

Répondant au message de l'organisation américaine «Le centre d'information défensive» qui a appelé à proclamer un moratoire concernant tous les essais de l'arme nucléaire à dater du 6 août 1985, le 40e anniversaire du bombardement atomique de Hiroshima, l'Union Soviétique accepta cette date et appela à reprendre immédiatement les négociations tripartites (Etats-Unis, URSS, Grande-Bretagne) sur l'entière interdiction des essais de l'arme nucléaire.

Aux mêmes objectifs répondrait également la mise en vigueur des traités soviéto-américains, signés en 1974 et en 1976, sur la limitation des essais souterrains de l'arme nucléaire et sur les explosions nucléaires souterraines à des fins pacifiques, que les Etats-Unis refusent, sous divers prétextes, de ratifier.

La conclusion du traité proposé par l'URSS sur le non-recours mutuel à la force militaire et le maintien des relations de paix répondrait également aux intérêts du relâchement de la tension et de l'affaiblissement du danger

de guerre. La partie soviétique a présenté aux participants à la Conférence de Stockholm un document exposant les dispositions fondamentales du traité proposé. En premier lieu, l'engagement de ne pas employer les premiers les armes nucléaires et les armes conventionnelles, donc, ne pas employer les uns contre les autres la force militaire en général.

L'Union Soviétique se prononce pour que les relations entre les puissances nucléaires soient régies par certaines normes. Elles doivent prévoir la prévention de la guerre nucléaire, le renoncement à sa propagande, l'engagement de ne pas employer les premiers l'arme nucléaire, de ne pas admettre sa diffusion et de rechercher la réduction des armements nucléaires jusqu'à leur liquidation totale. L'Union Soviétique est prête à s'entendre à tout moment avec les autres puissances nucléaires pour reconnaître en commun ce genre de normes et pour les rendre exécutoires.

Il serait très important que toutes les puissances nucléaires, y compris les Etats-Unis, s'engagent à ne pas recourir les premières à l'arme nucléaire suivant l'exemple de l'Union Soviétique qui a pris cet engagement dès 1982. Car il est évident que s'il n'y a pas de première frappe, il n'y aura aucunes frappes suivantes, et donc pas de guerre nucléaire. Cependant, les Etats-Unis refusent sous des prétextes fallacieux d'assumer un tel engagement. D'où cette question légitime: les tentatives obstinées des Etats-Unis de prendre possession de l'Espace et leur refus catégorique de s'engager à ne pas employer les premiers l'arme nucléaire, ne confirment-ils pas l'agressivité de la politique de l'administration américaine quelles que soient ses déclarations pacificatrices ?

Tout montre que l'administration Reagan s'obstine à éviter des accords pratiques sur la limitation et la réduction des armements, en premier lieu nucléaires. Raison pour laquelle il est impossible de faire concorder, d'une part, les déclarations de ses représentants qui affirment vouloir une entente sur la réduction des armements nucléaires avec, d'autre part, les efforts entrepris par Washington pour accroître ces armements, déployer des travaux en matière de défense antimissiles d'envergure, mettre au point des armements spatiaux de frappe, avec son attitude négative envers le moratoire sur les

essais nucléaires et la reprise des négociations sur ce problème.

Après avoir donné son accord pour mener les négociations sur la prévention de la course aux armements dans l'Espace et sa cessation sur Terre, jusqu'à la liquidation entière et partout totale de l'arme nucléaire, l'administration des Etats-Unis ne manifeste aucune intention de suivre cette voie.

Il suffit de rappeler à cet égard la conception américaine sur la liquidation de l'arme nucléaire au XXI[e] siècle, exposée par le même Nitze. Elle prévoit trois étapes: « La première étape qui durera, au minimum, dix ans, lorsque la dissuasion continuera de reposer sur la menace d'une riposte nucléaire, parce qu'il n'y a aucun autre choix... Les Etats-Unis poursuivront leurs recherches dans le cadre du programme d'IDS. Au cours de la période transitoire qui durera, probablement, plusieurs décennies, les deux parties s'emploieront d'une façon planifiée à essayer, à élaborer et à déployer des moyens de défense capables de résister à la première frappe. Enfin, l'étape terminale. Si les conditions techniques et politiques le permettent, les Etats-Unis espèrent être en état de poursuivre la réduction de toute l'arme nucléaire jusqu'à sa liquidation complète. »

Raisonnement qui démontre avec évidence que les Etats-Unis n'ont aucun programme réel de prévention de la course aux armements et de liquidation de l'arme nucléaire. Quant à la rhétorique à ce propos, les Etats-Unis s'en servent pour tromper l'opinion publique, tout en préparant une arme d'agression, en augmentant constamment le potentiel stratégique offensif.

Les Etats-Unis ne doivent pas compter sur quelque réduction par l'Union Soviétique de ses moyens nucléaires de riposte au moment où ils impulsent leur programme de « dévaluation » des armements nucléaires soviétiques, espérant obtenir la possibilité de lancer impunément une agression. En présence d'une parité militaro-stratégique approximative, si l'une des parties proclame son intention de rendre « périmés et inutiles » les armements de l'autre partie, elle ne peut s'attendre à ce que cette dernière se mette à l'aider à y parvenir. Au contraire, l'autre partie sera obligée, pour assurer sa sécurité, à tout faire pour déjouer les desseins dirigés contre elle.

Exiger la réduction des armements nucléaires de l'Union Soviétique ne signifie de fait que poursuivre le seul but de faciliter aux stratèges américains la réalisation de leur idée folle : porter un premier coup désarmant et se protéger du châtiment, dans la mesure du possible, derrière un bouclier spatial. Mais Washington et ses alliés de l'OTAN doivent se rendre clairement compte que l'URSS n'admettra aucune suprématie militaire à son égard. Face à la réalisation fébrile de la prétendue « initiative de défense stratégique », les appels à réduire les armements nucléaires ne sont que démagogie.

CONCLUSION

Le développement impétueux de la technique spatiale, les possibilités d'une large utilisation militaire de l'Espace et les efforts poursuivis obstinément par les Etats-Unis dans ce sens ont fait du problème de la prévention de la militarisation de l'Espace la tâche la plus urgente de notre temps. La création des armements spatiaux de frappe — si l'on ne parvient pas à les interdire — pourra devenir un facteur déstabilisateur exceptionnel, le catalyseur d'une course aux armements par définition incontrôlable.

Les plans dangereux de militarisation de l'Espace que nourrit Washington touchent aux intérêts vitaux de toute l'humanité. Avant qu'il ne soit trop tard, avant qu'une situation irréversible ne survienne, tous les Etats épris de paix doivent élever leur voix contre cette nouvelle menace.

L'URSS se prononce pour l'interdiction définitive du recours à la force dans l'Espace et à partir de l'Espace à l'égard de la Terre, ainsi qu'à partir de la Terre contre des objectifs spatiaux. On ne doit ni lancer ni déployer dans l'Espace — qu'il s'agisse de systèmes pilotés ou non — quelque arme que ce soit : conventionnelle, nucléaire, à laser, à faisceaux de particules ou autre. On ne doit créer, essayer ou déployer les armes spatiales de frappe ni pour la défense antimissiles ni en qualité de moyens antisatellites, ni pour être utilisées contre des objectifs sur Terre ou dans les airs. Les moyens de ce type déjà existants doivent être liquidés.

En cas d'interdiction de toute la classe des armements spatiaux de frappe, l'URSS est prête aux réductions réciproques les plus radicales des moyens nucléaires (stratégiques et de portée moyenne), jusqu'à leur liquidation totale, avec, bien entendu, la stricte observation du principe de l'égalité et de la securité identique. Aujourd'hui, il est impossible de résoudre le problème de la limitation et de la réduction des armements nucléaires en le séparant de l'interdiction de l'arme spatiale de frappe. Les questions des armements nucléaires et spatiaux sont organiquement liées entre elles, il faut donc les examiner

et les résoudre lors des négociations dans cette interdépendance-là. Dans ce domaine, l'importance prioritaire, décisive revient à la question des armements spatiaux de frappe. Leur création contredit directement les dispositions du Traité de DAM de 1972 et l'accord réalisé en janvier 1985 par l'URSS et les Etats-Unis sur l'objet et l'objectif des négociations. Mettre en cause le Traité de DAM signifie ouvrir toutes les écluses à une course aux armements sans retenue, torpiller les accords existants et renoncer à la conclusion de nouveaux accords.

Il faut prendre des mesures énergiques pour maintenir le Traité de DAM. Aujourd'hui, son sort dépend du renoncement de l'administration Reagan à ses plans de la « guerre des étoiles ». Sans conserver le Traité de DAM, sans interdire la militarisation de l'Espace, les négociations sur le problème des armements nucléaires seraient privées de sens et de perspective.

Si les Etats-Unis engagent la militarisation de l'Espace et sapent par là même l'équilibre militaro-stratégique existant, l'Union Soviétique sera obligée de prendre des contre-mesures afin de rétablir la parité stratégique. Il pourra s'agir de mesures en matière d'armements tant défensifs qu'offensifs. Comme l'a souligné le Maréchal de l'Union Soviétique S. Sokolov, ministre de la Défense de l'URSS, « l'URSS prendra les mesures répondant le mieux aux intérêts de sa défense, et non celles auxquelles les hommes de Washington voudraient la pousser. Ces contre-mesures seront adéquates à la menace qui pourra peser sur l'URSS et ses alliés ».

Washington a inventé une masse de faux arguments pour justifier ses plans de « guerre des étoiles ». Il est, toutefois, une question qui n'a pas été commentée. Et elle ne le sera pas, car toute réponse plus ou moins véridique renverserait inévitablement tout l'édifice de propagande érigé autour de l'« initiative de défense stratégique ».

Pourtant, la question est la plus naturelle : comment les Etats-Unis veulent-ils réaliser l'accord de Genève du 8 janvier 1985 sur la prévention de la course aux armements dans l'Espace ? En effet, quels seront les actes concrets de la partie américaine en ce sens? Jusqu'à présent, l'opinion mondiale n'a rien entendu de Washington sur cette question. Cependant, il faudra bien y répondre...

Le lecteur a pu prendre connaissance d'appréciations objectives sur l'envergure de la course aux armements actuelle et sur celle qui pourrait être engagée dans l'avenir si l'on procédait à la militarisation de l'Espace. Nul besoin de lucidité politique ou de connaissances spéciales pour comprendre toute la gravité du danger que représentent pour l'humanité les plans militaires cosmiques des Etats-Unis.

Le temps est venu où chacun doit adopter sa propre position à l'égard du programme de « guerre des étoiles » du président Reagan. Personne ne peut ni se tenir à l'écart de cette question ni se comporter en observateur indifférent, car il s'agit de paix et de guerre, donc de vie et de mort.

Répondre aux questions suivantes aidera le lecteur à définir cette position.

Le monde n'est-il pas déjà surarmé ? Les hommes jouiront-ils de plus de sécurité si, à côté du glaive nucléaire, pèse sur le monde un glaive encore plus terrible, spatial ?

Est-il possible de parvenir à la liquidation de l'arme nucléaire par son accroissement, comme le proposent les Etats-Unis ?

Les autres pays seront-ils gagnants si les Etats-Unis les entraînent dans l'aventure dite « initiative de défense stratégique » ?

Les dépenses colossales liées à la réalisation de cette aventure peuvent-elles assurer la sécurité des peuples des Etats-Unis et de l'Europe occidentale ?

Les savants compétents, américains notamment, n'ont-ils pas raison en démontrant qu'une défense antimissiles « impénétrable » est une utopie ?

Quiconque examinera sans parti pris les faits cités dans cette brochure comprendra qu'il est possible de changer résolument la marche des événements si l'on parvient à un succès sensible aux négociations soviéto-américaines de Genève sur les armements nucléaires et spatiaux.

Les Etats-Unis doivent modifier leur position à ces négociations.

Cela permettrait d'aboutir à des accords acceptables pour les deux parties.

L'Union Soviétique y est toujours prête.

«ЗВЕЗДНЫЕ ВОЙНЫ»:
ИЛЛЮЗИИ И ОПАСНОСТИ

На французском языке

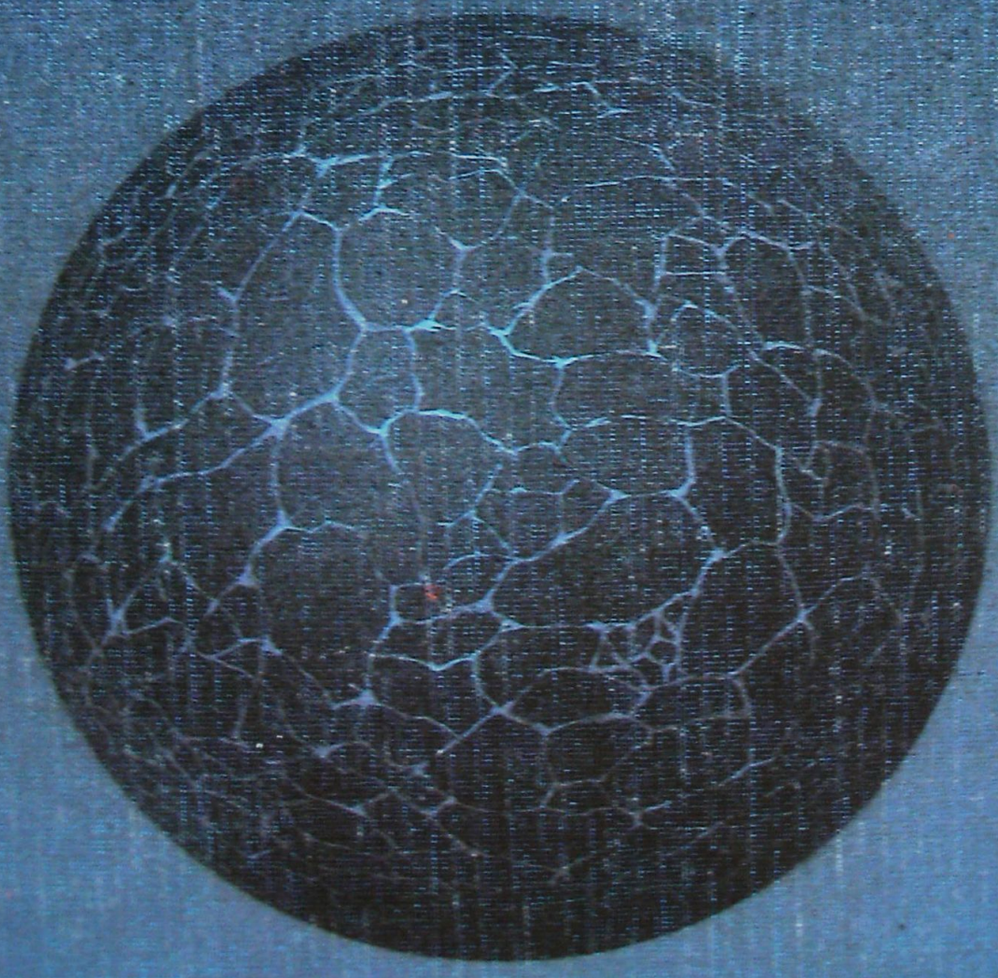
ИБ № 15103

Редактор русского текста Л. И. Двинина
Контрольные редакторы В. П. Яблонская, Е. А. Соколов
Художник А. Е. Смирнов
Художественный редактор Ю. В. Булдаков
Технические редакторы Н. А. Галанчева, Г. В. Лазарева

Сдано в набор 25.06.85. Подписано в печать 05. 07.85
Формат 60 x 90 1/16. Бумага офс. № 1. Гарнитура таймс.
Печать офсетная. Условн. печ. л. 3,5. Усл. кр. отт. 10.
Уч.-изд. л. 2,73. Тираж 32530 экз. Заказ № 2185.
Цена 30 к. Изд. № 41225.

Воениздат, 103160, Москва, К-160.
Ордена Трудового Красного Знамени Калининский полиграфический комбинат Союзполиграфпрома при Государственном комитете СССР по делам издательств, полиграфии и книжной торговли.
г. Калинин, пр. Ленина, 5.

La «GUERRE des ÉTOILES» illusions et dangers



30 K.